lutte ouvrière

HEBDOMADAIRE | PARAIT LE MARDI | N° 197 — SEMAINE DU 6 AU 12 JUIN 1972 | PRIX : 2 F

La grève générale, une arme politique de la classe ouvrière

Courrier des lecteurs

Les briseurs de grève

Camarades,

Ce sont deux militaires appelés du contingent 72/02 qui vous écrivent pour vous mettre au courant d'une certaine « vie » militaire peu connue.

En effet, après un « choix » de style militaire, qu'on ne manquera pas de leur rappeler par la suite, certains appelés seront affectés, après leurs « classes », dans les différentes stations météorologiques de France.

Ceci, après un stage au cours duquel ces militaires seront fin prêts à remplacer la machine au cas, très fréquent, où celle-ci défaillerait. (Inutile de préciser que ce genre de travail est volontairement maintenu sous silence avant l'affectation.)

Devenus « opérationnels », pour pasticher le langage que vous savez, nos braves bidasses, sous le joug du chantage, se substitueront en travailleurs non salariés. **Ils pointeront leurs cartes douze heures le jour et même douze heures la nuit, tout comme la machine le fait en temps record et tout comme les cadences l'exigent, avec le privilège bien militaire de se taire et d'accepter la « tête haute ».**

N'oublions pas tout de même ces deux suprêmes avantages : le droit de se reposer, c'est-à-dire de récupérer pour mieux « pointer » la nuit ou le jour suivant et le droit de toucher la solde de... 25 F par mois !

Pour reprendre le vocabulaire, le ton et la franchise ironique de nos chefs ; les météo-militaires seront ainsi « mis en exploitation ». Si justement qu'ils feront l'objet d'une sérieuse rentabilité pour la météorologie nationale.

Salutations communistes.

D.G., C.T. (Paris)

L'armée tue

Non la France, je ne suis pas heureux, je viens d'effectuer un an de service national. Mais malheureusement, je ne suis pas nationaliste, et encore moins guerrier.

Pourtant, j'ai été muté dans une section de combat. Là, j'en ai vu de toutes les couleurs. Des copains se sont mutilés volontairement pour éviter les départs en manœuvres. Bien sûr, quelques fois, il fallait dormir dans la neige ; plutôt repoussant, ça jette un froid.

Et puis, il y a d'autres raisons à cela : le danger n'est pas absent des stages de formation de commandos. La preuve, mi-mai, un camarade de 19 ans, Jean-Luc Quilli, est mort, étouffé au cours d'une descente en rappel de 70 mètres.

Les appelés ont voulu lui rendre un hommage civil. Mais pas question, il était mort pour la France en service commandé : il a fallu présenter les armes à l'enterrement sous la pression des sanctions.

Quelques mois avant, une jeep s'est renversée au cours de manœuvres dans les Vosges. Deux blessés graves et un mort laissant une veuve de 22 ans et un orphelin.

Vive la liberté !

Un appelé,
libéré du 43e R.I.
(Lille)

A la caserne

Certaines semaines, à la caserne, sont nettement plus délirantes que d'autres, suivant le sous-officier responsable. Car celui-ci peut modifier, comme bon lui semble, l'horaire et l'organisation des servitudes propres à la batterie. Ainsi, la semaine dernière, les corvées de bâtiment devaient être faites le soir, de 19 à 21 h et recommencées le matin de 6 h à 7 h 30, sous prétexte qu'elles étaient mal faites ! De même, un soir, l'appel a dû être rendu en tenue treillis avec casque lourd et sac à dos plein, prêt à partir en marche, si la chambre avait été sale, sous prétexte qu'on avait trouvé de la poussière sous les armoires ! On a même vu instaurer une garde aux w-c pour vérifier si les gars tiraient bien la chasse d'eau. Celui qui est en retard au rassemblement ayant droit à une corvée supplémentaire, il était fréquent d'entendre siffler le rassemblement cinq minutes avant l'heure prévue de manière à ce que de nombreux gars se fassent prendre. Enfin bref, en plus des brimades quotidiennes (suppression de permission pour rangers mal cirées ou col de chemise sale, interdiction d'aller à l'infirmerie, car il y a du travail...)., il nous faut parfois supporter le sadisme de certains sous-officiers zélés, avides de galons supplémentaires.

Mais si nous restons la plupart du temps sans réactions devant ces brimades, parce que nous savons que le trou et par suite, le maintien au corps ou bien le « piston » nous attend, il se pourrait bien qu'un jour, nous jugions utile de donner une bonne correction à ces petits chefaillons zélés.

Un soldat en Allemagne.

revue de la presse d'extrême-gauche

L'HUMANITÉ rouge

L'Humanité Rouge **s'en prend cette fois encore au trotskysme dans le cadre de sa rubrique désormais régulière** « Trotskysme ancien ou moderne, même idéologie bourgeoise ». **A propos du soutien au F.N.L., l'hebdomadaire s'en prend aux positions défendues par les groupes trotskystes et plus particulièrement à celles défendues par notre journal.**

Ce qu'il y a de remarquable en fin de compte dans cette « polémique », c'est que les défenseurs de la pensée mao-tsé-toung en France affirment, d'accord en cela avec le F.N.L., que le combat que ces derniers mènent au Vietnam ne s'inscrit pas dans une perspective socialiste, mais dans un cadre nationaliste. N'est-ce pas ce que nous disons depuis toujours ?

Il convient de revenir à la théorie centrale du trotskysme qui est celle de la « révolution permanente ». Cette théorie, contrairement à la théorie de la « révolution ininterrompue » de Lénine et Mao Tsé-toung, nie la nécessité de la révolution par étapes : révolution démocratique puis révolution socialiste pour les pays qui en sont encore à l'ère du féodalisme, ou du colonialisme, pour les pays qui n'ont pas encore conquis leur indépendance nationale.

. . . . . .

Pour ces champions de la phrase ultra « révolutionnaire », la révolution est obligatoirement la révolution socialiste. Et de fait dans les années 1967-1968, la J.C.R. avait comme mot d'ordre « Vive la révolution socialiste au Vietnam » !

Ce qui signifie qu'au Vietnam la contradiction principale ne serait pas entre l'impérialisme américain et ses laquais (féodalisme et bourgeoisie compradore) et le peuple vietnamien (classe ouvrière, paysannerie, intellectuels révolutionnaires, mais aussi bourgeoisie nationale) mais entre la bourgeoisie et le prolétariat.

Ce qui revient à nier, dans ces pays, la nécessité de l'alliance de la classe ouvrière avec l'ensemble des patriotes, y compris la fraction patriote de la bourgeoisie.

LA JUSTE LUTTE DES PATRIOTES D'INDOCHINE

La voie suivie par les camarades vietnamiens, laos et khmers est toute différente, c'est celle suivie par le Parti Communiste Chinois et le camarade Mao Tsé-toung, celle du Front uni national contre les agresseurs impérialistes, celle de la révolution ininterrompue ; c'est-à-dire la révolution en deux étapes : d'abord alliance et dictature conjointe de plusieurs classes, sous la direction de la classe ouvrière et de son Parti, c'est ce que le camarade Mao Tsé-toung a appelé la « démocratie nouvelle », ensuite dans une deuxième étape : révolution socialiste et instauration de la dictature du prolétariat.

Le camarade Mao Tsé-toung a dit :

« Chaque communiste doit comprendre que l'ensemble du mouvement révolutionnaire chinois dirigé par le Parti Communiste embrasse deux étapes, la révolution démocratique et la révolution socialiste ; ce sont deux processus révolutionnaires de caractère différent, et c'est seulement après avoir achevé le premier que l'on peut passer à l'accomplissement du second. » (« La révolution chinoise et le Parti Communiste Chinois ».)

C'est pour cela que le régime qui demain s'instaurera à Saigon ne sera pas un régime socialiste mais comme le propose le gouvernement révolutionnaire provisoire du Sud-Vietnam : un « gouvernement de large entente nationale » ; c'est pour cela que le Front National de Libération regroupe autour du Parti Communiste (parti populaire révolutionnaire), des partis représentant la bourgeoisie nationale, des organisations et sectes religieuses, des minorités nationales, etc.

l'internationale

La Tendance Marxiste Révolutionnaire Internationale à laquelle appartient l'A.M.R. en France annonce sa décision de ne plus se réclamer de la Quatrième Internationale, ni du trotskysme.

Nous ne voulons plus participer, à aucun titre, à la confusion que crée au sein des nouvelles générations de révolutionnaires, la référence ambiguë au « trostkysme » et à la « Quatrième Internationale » d'aujourd'hui.

Mais des raisons plus fondamentales nous conduisent à nous définir, y compris dans notre appellation formelle, de manière plus conséquente et claire par rapport à nos convictions concernant le contenu du socialisme pour lequel nous combattons et les moyens à employer pour y parvenir.

Comme cela est parfaitement explicité encore une fois dans les documents issus de la Conférence Internationale que nous venons de tenir, nous combattons pour un socialisme basé sur l'autogestion, organisation démocratique de l'administration de la société, dans tous les domaines et à tous les niveaux, directement par les producteurs et les citoyens de cette société. Tirant à fond les conclusions de l'expérience de la construction du socialisme dans les Etats Ouvriers bureaucratisés, et extrêmement attentifs aux besoins et aspirations des nouvelles générations des travailleurs, des femmes, des jeunes, des minorités ethniques, dans les pays capitalistes avancés, dans les Etats ouvriers, dans les pays « sous-développés », telles que nous les enregistrons dans leurs luttes actuelles multiformes, nous sommes amenés à reconsidérer nombre d'idées et de pratiques propres au passé du mouvement ouvrier, y compris de ses traditions marxistes révolutionnaires.

En reprécisant le contenu du socialisme pour lequel nous combattons, nous sommes amenés à redéfinir également le rôle des Partis Politiques, des Syndicats et, de façon générale, de toute forme de délégation du pouvoir de la classe ouvrière et des travailleurs.

Éditorial

LA GREVE GENERALE, UNE ARME POLITIQUE DE LA CLASSE OUVRIERE

LA journée du 7 juin se prépare avec plus ou moins de mollesse ou d'enthousiasme selon les secteurs, la division des syndicats face au mouvement contribuant à démobiliser les énergies. Mais d'ores et déjà, on peut dire que le résultat de cette grève générale de 24 heures sera un important élément d'appréciation de la situation politique dans le pays.

C'est en effet la première fois depuis des mois que les travailleurs sont appelés par la C.G.T. à un débrayage général tendant à manifester globalement l'hostilité des travailleurs à la politique sociale du gouvernement. Face aux calculs référendaires de Pompidou, face aux va-tout parlementaires de Chaban, face aux mensonges de Giscard, à la hausse des prix, aux scandales, aux escrocs, les travailleurs n'ont, jusqu'ici, jamais eu l'occasion de répondre avec leur argument de classe, avec la grève. Or, on a pu le voir lors des récents conflits locaux, le mécontentement est grand et il s'élève presque toujours au-dessus du simple problème des salaires. Les travailleurs protestent contre l'injustice, l'inégalité des conditions entre la province et Paris, l'inégalité des chances entre les femmes et les hommes, l'autorité patronale, le racisme, les conditions de travail, etc. Toutes choses qui rendent de plus en plus intolérables les conditions de vie des travailleurs en général. Et elles les rendent d'autant plus intolérables que Chaban n'a pas payé d'impôts pendant trois ans, que l'ex-député Rives-Henrys est toujours libre, que des animateurs de l'O.R.T.F. se sont fait graisser la patte, bref qu'en haut lieu, la corruption règne cyniquement.

Le 7 juin, les travailleurs sont invités à dire non à tous les filous qui nous gouvernent. Ils sont invités à faire entendre leur voix et à montrer leur nombre. Et par la grève, c'est-à-dire par la cessation du travail, ils sont invités à montrer le rôle décisif qu'ils jouent quotidiennement dans la machine économique, dans la création des richesses sociales. Ces hommes et ces femmes dont les voix comptent si peu quand elles sont noyées dans l'urne sous les voix de tous les parasites sociaux et de tous les profiteurs de plus-value, ces hommes et ces femmes sont pourtant les seuls qui sont indispensables à la vie de tous. Quand ils s'arrêtent de travailler, de produire, de contrôler, c'est tout le pays qui est bloqué. Le 7 juin, ils ont l'occasion de le rappeler, de faire sentir à tous qu'on ne peut pas se passer d'eux, qu'on ne peut pas ne pas tenir compte de leur volonté et de leur opinion.

Que cette volonté et cette opinion soient hostiles au gouvernement, Chaban le sait bien. Et les porte-parole du pouvoir s'emploient sur les ondes à dissuader les travailleurs de faire une grève « politique » une grève pour les « communistes ». Voilà des arguments pour le moins surprenants de la part de gens qui flétrissaient, il y a peu, les abstentionnistes, les pêcheurs à la ligne, les je m'enfoutistes, les mauvais citoyens qui ne se préoccupaient pas de l'avenir politique et social de la France dans un Marché Commun élargi ! Et, aujourd'hui, parce que les travailleurs, justement soucieux de leur avenir politique et social s'emploient à manifester clairement cette défiance et à l'exprimer à leur façon par la grève, maintenant, ces mêmes travailleurs seraient de pauvres naïfs, de malheureux moutons manipulés par des politiciens sans scrupules ou des meneurs intéressés ? La ficelle est un peu grosse, et la démagogie très apparente.

Pourtant, dans son entreprise de dissuasion, le pouvoir a reçu le renfort attendu de F.O., et celui, moins attendu de la C.F.D.T. La C.F.D.T. explique complaisamment qu'elle n'a pas les mêmes raisons que F.O. de s'opposer à la grève, mais ses propres motivations n'en sont pas plus respectables. Refuser de s'associer à un mouvement général sous prétexte de divergences tactiques n'est guère sérieux surtout quand, dans les faits, on ne propose rien d'autre. Car s'il est vrai que la grève générale de 24 heures préconisée par la C.G.T. ne correspond absolument pas à un changement fondamental dans la politique de cette confédération, s'il est vrai que la C.G.T. n'est, pas plus qu'hier, décidée à passer à une véritable offensive contre le gouvernement et le patronat, s'il est vrai que cette journée est aussi un élément tactique dans la querelle qui oppose les deux centrales, il n'en est pas moins vrai qu'elle représente, en dépit de tout cela, la seule occasion donnée aux travailleurs de manifester leur mécontentement de façon globale, massive, tous ensemble. Et ces démonstrations-là sont aussi importantes pour les travailleurs, leur conscience et leur moral, que pour les gouvernements et les patrons pour qui elles représentent un avertissement ou du moins un signal d'alarme.

En refusant de s'associer à la grève du 7 juin, la C.F.D.T. a fait passer son intérêt de boutique, ses calculs d'organisation concurrente avant la défense des intérêts généraux des travailleurs. Cette attitude est d'autant plus grave qu'elle contribue à une certaine démobilisation des travailleurs qui hésitent à s'engager ou reculent devant la division syndicale. A l'heure où nous écrivons ces lignes nous ne savons pas quelle sera la participation à la grève du 7 juin, mais nous pouvons dire d'ores et déjà que si la C.F.D.T. avait su se déterminer en fonction des intérêts des travailleurs qu'elle prétend défendre et non en fonction de sa rivalité avec la C.G.T., la grève générale du 7 juin aurait été un succès encore plus grand et qui aurait contribué à renforcer la détermination des travailleurs et leur confiance en eux-mêmes. C'est, de toute façon, ce que nous souhaitons qu'elle soit.

sommaire

EN FRANCE

● Leur nouvelle société

Page 5
— Les paysans bretons : ras l'bol d'être les vaches à lait des industriels.
— Noisy-le-Sec : des policiers racistes à l'œuvre.

Page 9
— Pour le droit à l'avortement.

Pages 10-11
— L'école en question.

● Dans les entreprises

Page 12
— Echos des entreprises.

Page 13
— Kréma - Hollywood (Montreuil) : encore un accident.
— Hôpital Tenon (Paris-20e) : panne d'ascenseur.
— S.C.P.C. : 8e semaine de grève.

Page 14
— Olier (Clermont) : un ministre écrit aux travailleurs.

Page 15
— Régie Renault : les pointeaux en lutte contre la direction.
— Ford (Gennevilliers) : contre des licenciements arbitraires.
— Peugeot (Sochaux) : le règne des bureaucrates à la C.F.D.T.

Page 20
— Progil (Pont-de-Claix - Isère) : deuxième débrayage.

DANS LE MONDE

U.S.A.

Page 6
— Nixon de retour de Moscou : un succès provisoire.
— Pendant que Nixon parle de paix, son armée continue de massacrer.

IRAK

Page 6
— La nationalisation de l'Iraq Petroleum Company : un juste retour des choses.

ISRAEL

Page 7
— L'attentat à l'aérodrome de Lod : un geste fou et absurde.

MADAGASCAR

Page 8
— Une chasse gardée de l'impérialisme français.

DIVERS

Page 4
— En bref.

Page 16
— Livres : Le mouvement maoïste en France, de Patrick Kessel.

Pages 17-18
— Feuilleton.

Page 19
— Cinéma : Abattoir V, de George Roy Hill - Les visiteurs, d'Elia Kazan.

en bref... en bref... en bref...

La belle vie dans un palace

Le Bristol est un des plus luxueux hôtels de Paris : 250 chambres dont certaines à 1 600 F la nuit et où un simple melon apporté dans la chambre par un maître d'hôtel est facturé 300 F.

Ici le client est roi et tout lui est permis. Il n'en va pas de même du personnel qui le sert (200 personnes, presque une par client). Pour lui, c'est simple, tout est prévu dans les moindres détails et rien n'est permis.

Un règlement intérieur affiché à l'entrée de service comporte une vingtaine de pages dactylographiées où chaque paragraphe est une interdiction ou une obligation.

Dans chaque office et aux cuisines plusieurs pages supplémentaires y sont encore apposées.

Le gâchis est énorme. Chaque jour, plusieurs centaines de kilos de nourriture sont jetés aux ordures avec une machine à comprimer. Malgré cela il est absolument interdit au personnel d'emporter quoi que ce soit, même de la nourriture déjà payée par les clients et non consommée. Des fouilles systématiques sont organisées aux sorties du personnel. Une orange trouvée dans un sac entraîne immédiatement la mise à la porte.

Le personnel d'entretien, soumis à la législation du bâtiment, a les mêmes contraintes ; une ampoule, un bout de fil, un petit bout de bois, c'est la porte. Lorsque des tapis sont légèrement usés c'est des centaines de mètres carrés qui sont jetés, mais pas un seul mètre ne peut être récupéré par le personnel, la direction craint peut-être qu'un ouvrier ait du Louis XV chez lui.

Dans ce luxe éclaboussant où seule la quantité d'argent dépensée compte, l'argument publicitaire d'un parfum exposé dans les vitrines des couloirs est : « ce parfum le plus cher... »

Le salaire fixe du personnel est ridicule, il n'est pratiquement payé qu'au pourcentage sur la facture de la chambre qu'il sert et à l'aumône des riches clients.

Ce qui fait que pendant les saisons creuses ils ne touchent presque rien et ne s'en sortent qu'aux périodes d'affluence et sont souvent amenés à se disputer les clients entre eux.

A l'entretien, secteur bâtiment, on nous dit que nous sommes nourris à midi gratuitement, la participation n'étant que de 50 centimes pour la viande, le légume, et un bout de pain, mais dans le bâtiment, la prime de panier est d'environ 3 francs, ce qui fait que nous payons en réalité 3,50 F.

Le personnel hôtelier a une profonde haine pour les richissimes clients (dont beaucoup ne payent d'ailleurs pas de leur poche) à cause de l'humiliation permanente qu'ils leur font endurer en se faisant servir abusivement et en leur faisant nettoyer leur crasse qu'un ouvrier n'oserait jamais faire chez lui.

Voici un aperçu de la vie au Bristol, un des plus luxueux hôtels de Paris qui reçoit les « grands de ce monde ».

TURQUIE : les assassins au pouvoir

Pour le nouveau chef du gouvernement turc, Ferit Melen, le meilleur moyen de permettre l'épanouissement de la démocratie, c'est de faire d'abord régner l'ordre.

Depuis mars 1971, date à laquelle l'armée a décidé de prendre plus directement les choses en mains, la constitution a été suspendue, et la terreur règne sur tout le pays. Ferit Melen, en formant son gouvernement, vient de combler le vide laissé par la mise en congé, le 17 avril dernier, de son prédécesseur, Nihat Erim. Il a le mérite d'être particulièrement accommodant avec l'armée, et a une réputation d'ancien ministre de la Défense Nationale sachant ne pas se mêler des affaires des militaires. Personnage effacé, comme son prédécesseur d'ailleurs, il est en tous points l'homme qu'il faut aux militaires turcs pour continuer à exercer tous les pouvoirs, à l'abri d'un gouvernement « civil » qui sauve les apparences.

Dès son entrée en fonctions, le nouveau porte-parole des militaires a promis que cela allait changer, que toutes sortes de réformes seraient adoptées en toutes sortes de domaines, justice, éducation, finances. Il a promis la réforme agraire, ainsi que l'organisation d'élections libres.

Oui, mais pas pour tout de suite. Ferit Melen a déclaré qu'il fallait tout d'abord créer un climat « sain », éliminer complètement l'anarchie. Pour cela, il n'hésitera pas, a-t-il dit, à prendre de nouvelles mesures répressives.

Quand tous les opposants auront été matés, emprisonnés, ou exécutés, quand la loi de la terreur aura contraint ouvriers et paysans au silence, alors les militaires, avec Ferit Melen, organiseront des élections « libres », dont ils attendront sans doute que le parti du gouvernement y obtienne 99 % des suffrages.

Telle est la « démocratie » que Ferit Melen promet à la population turque. C'est la démocratie « à la grecque », derrière laquelle la dictature militaire ne cherche même pas à se camoufler, celle des cachots et des pelotons d'exécution.

Une librairie d'extrême-gauche saccagée par des fascistes

Dans la nuit du vendredi 26 mai, une voiture s'arrête rue Oberkampf. Quatre individus en sortent et se mettent à saccager la vitrine d'une librairie, « Le droit à la Presse », située au 92 de cette rue.

Qui sont ces maniaques que la vue de livres met en fureur ?

Tout s'éclaire quand on sait que cette librairie, ouverte depuis un mois, s'est spécialisée dans la diffusion des ouvrages et brochures du mouvement ouvrier et de la presse révolutionnaire.

D'ailleurs s'il pouvait subsister un doute quant à l'origine des agresseurs, ceux-ci ont signé leur agression par une lettre de menace marquée de la croix celtique chère à Ordre Nouveau, et annonçant : « Premier avertissement... les livres bolchéviques doivent disparaître de la vitrine ». Ces acharnés de l'« ordre » ne se sont pas arrêtés à la devanture puisqu'ils ont été jusqu'à tirer à travers la vitrine et que de nombreux livres manquaient le lendemain.

Bien entendu, il ne faut guère compter sur la police de Marcellin pour mettre la main sur ces partisans de l'autodafé.

Si la librairie « Le droit à la Presse » veut continuer à exister elle doit pouvoir compter sur le soutien et la sympathie de ceux qui lisent la presse révolutionnaire.

France, terre d'asile ?

(Ph. U.P.I.)

Deux moines bénédictins espagnols viennent d'être interdits de séjour dans les départements limitrophes de l'Espagne par les autorités françaises. Un troisième religieux du même monastère, celui de Saint-Michel de Cuxa, s'est vu refuser le renouvellement de son permis de séjour pour toute durée excédant 3 mois.

Et tout cela pour complaire au gouvernement franquiste qui depuis plusieurs mois n'arrivait plus à imposer ses diktats à ces religieux un peu trop enclins à donner l'hospitalité sans discernement : n'avaient-ils pas hébergé récemment des réfugiés nationalistes basques qui avaient franchi clandestinement la frontière ?

Le gouvernement français montre une fois encore ce qu'il en est de l'image traditionnelle d'une France douce aux étrangers, terre d'asile des réfugiés politiques. La façade péniblement ravalée de la nouvelle société, cache finalement des mœurs policières qui facilitent bien le travail de Franco. L'arbitraire policier passe très bien les frontières !

Prochain meeting de

lutte ouvrière

JEUDI 22 JUIN, à 20 h 30

à la Mutualité, à Paris

Participation aux frais : 2 F

Responsable de la publication : Michel RODINSON

Composition : L.I.T.O. Département Presse Offset 4, rue du Boulol

Impression : Roto technic Offset Aubervilliers

Adressez toute correspondance à LUTTE OUVRIERE B.P. 152-06 75 263 PARIS CEDEX 06

Tarifs des abonnements :

ordinaires : 6 mois : 30 F — 1 an : 50 F

sous pli fermé : 6 mois : 70 F — 1 an : 130 F

Tous les versements de fonds, abonnements et soutiens divers doivent être faits au : C.C.P. RODINSON PARIS-6851-10

LES PAYSANS BRETONS :

RAS L'BOL D'ÊTRE LES VACHES A LAIT DES INDUSTRIELS

A Quimper, les producteurs de lait se battent pour que le produit de leur travail leur permette de vivre. (Ph. A.F.P.)

AINSI donc la Bretagne revient une fois de plus à l'affiche. Quinze jours après la fin de la dure grève du Joint Français, ce sont les producteurs de lait qui, violemment, expriment leur mécontentement contre les industriels du lait, transformateurs ou collecteurs. Une fois de plus, gouvernement et patronat ont répliqué par l'intransigeance. Les paysans, excédés, ayant arrêté les camions de livraison et déversé leur contenu dans les rues des bourgades du Finistère et du Morbihan, n'ont pas tardé à trouver en face d'eux gardes mobiles et C.R.S. Provocation ou idiotie, le ministre de l'Agriculture Michel Cointat n'a pas hésité à porter des accusations injurieuses et à dénoncer les **« meneurs qui se soucient plus de ce qui se passe à Pékin que de ce qui se passe en Bretagne »**. Tout cela n'a pas pour le moment freiné la combativité manifeste des producteurs bretons, et si le gouvernement et les industriels misaient sur la lassitude et le découragement pour désamorcer le mouvement, ils en sont pour leurs frais. A preuve les résultats négatifs des laborieuses négociations (15 heures de rang !) entre représentants des producteurs, des industriels et du gouvernement par l'entremise du préfet à Rennes. Devant l'insuffisance des offres des industriels, les représentants des producteurs n'ont pu que prendre la porte.

59 centimes le litre pour l'année, alors qu'ils en réclamaient un minimum de 60 pour l'exercice d'avril, et une augmentation substantielle en octobre leur semblait à juste titre être loin du compte.

Ils reflètent en fait le mécontentement de ceux qui ne sont plus prêts à se laisser pressurer, gruger, comme ce fut le cas jusqu'à présent. Et si l'affaire a commencé sur une histoire de centimes, elle n'a pas tardé à prendre une toute autre dimension. En prenant leurs affaires en main, les producteurs de lait ont non seulement affronté les matraques des forces de répression mais aussi le front uni des industriels et du pouvoir. Une maffia de coquins qui n'hésitent pas à empocher des dizaines et des centaines de millions sur le dos de ceux qui produisent tout, ouvriers ou paysans.

Un haut fonctionnaire d'Etat affirmait récemment que le malheur provenait de ce que les paysans ont appris à compter. Les 67,73 centimes réclamés par les producteurs de lait ne sont en effet que le coût de revient réel au paysan sur la base de calcul du S.M.I.C. Aussi longtemps que les paysans ne comptaient pas leur force de travail et ne contestaient pas les prix imposés par les industriels du lait, tout allait pour le mieux. Mais voilà ! Les paysans refusent de continuer d'être volés. Chaque jour davantage, ils voient où vont les profits. Quand les ministres des Six décident à Bruxelles d'augmenter le prix du lait de 8 centimes, les paysans n'en voient pas la couleur. Quand les prix au détail augmentent comme ils viennent de le faire le mois dernier au grand dam des consommateurs, on leur rabaisse leur prix de 60 à 56 centimes. Et les industriels ont encore le culot de fixer, deux fois l'an, un cours différent, selon les périodes de forte ou moins forte lactation, sans que pour autant le prix au détail s'en ressente. Là, la coupe est pleine.

Gouvernement et patronat opposent des arguments fallacieux. Ne nous dit-on pas que le lait est un « aliment social » ? Mais que ne s'empressent-ils pas d'ajouter que blé et betteraves à sucre sont, eux aussi, tout autant nécessaires ? Pourtant là, il y a une différence. Car les gros producteurs de blé et de betteraves reçoivent de substantielles subventions, qui leur permettent de très gros profits. La morale du gouvernement est simple : selon que vous serez grands ou petits, vous aurez ou n'aurez pas droit de vivre de la vente de vos produits. De cela aussi, les paysans bretons ont pris conscience. Si pour telle ou telle raison, on ne peut leur payer leur prix de revient, que le gouvernement se débrouille : il le fait bien pour les gros propriétaires.

On dit aussi aux paysans qu'ils sont des petits propriétaires parce que possédant quelques vaches et un morceau de terre. Les lois du marché, leur dit-on toujours, sont peut-être dures, mais en tant que propriétaires il faudrait savoir les accepter. Eh bien non ! De plus en plus, les paysans dépendent de gros organismes financiers ou patronaux. De plus en plus, ils s'apparentent à des salariés, purement et simplement. De ce fait, le succès de leur lutte dépendra de leur détermination, mais aussi de leur rapprochement avec la classe ouvrière, dans un même combat contre les patrons, agricoles ou industriels, et l'Etat, qui, ici comme là, au Joint Français comme à Landernau, envoie les mêmes C.R.S. pour défendre les intérêts de ceux qui possèdent et ne travaillent pas.

Nicole BLETTRY.

NOISY-LE-SEC (Seine-Saint-Denis)

Des policiers racistes à l'œuvre

C'était pendant la guerre d'Algérie : mais les policiers de Noisy-le-Sec n'ont pas perdu la main... (Ph. U.P.I.)

JEUDI 25 mai, à 23 h 30, une descente de police a eu lieu dans un café logeant des travailleurs immigrés, rue de Brément, à Noisy-le-Sec, en Seine-Saint-Denis.

Huit policiers en civil de la P.J. parisienne ont participé à cette expédition de type fasciste. Après avoir fait la fête « entre amis » au commissariat de Noisy, deux flics en civil, ivres, décidèrent d'aller faire un tour dans le café rue de Brément, histoire de « bouffer du raton », entraînant avec eux deux flics en uniforme et d'autres en civil.

Après s'être fait servir à boire et avoir vérifié l'identité des consommateurs présents, ils se précipitèrent dans les chambres, cassant le matériel, vidant de leur lit les travailleurs algériens qui dormaient. L'un d'eux fut même obligé de se mettre à genoux.

Les flics en uniforme qui avaient été réquisitionnés, préférèrent quant à eux, rester à l'extérieur de l'établissement et ne pas se livrer à cette sale besogne.

Le bilan de cette expédition punitive, digne des « ratonnades » de la guerre d'Algérie, et qui a duré trente minutes, s'est soldé par dix blessés, dont une femme qui fut transportée à l'hôpital avec un traumatisme crânien.

Ce n'est que l'arrivée d'un car de police-secours, alerté par un Algérien qui s'était enfui par une fenêtre, qui mit un terme à l'action des flics en civil. Le lendemain, des flics en civil vinrent vérifier les dégâts commis, et le propriétaire du café fut convoqué au commissariat, où on lui laissa entendre que l'affaire « était classée ».

Suite à cette agression, les partis de gauche de Noisy, dont la municipalité communiste, informèrent la population des faits par voie de tracts et une lettre de protestation fut envoyée au préfet.

Celui-ci répondit à cette lettre en manifestant son soutien à la police, ce qui ne peut étonner personne, et il essaya de justifier sa position en prétendant que le café était « louche », un meurtre y ayant été commis il y a plusieurs années. En fait, bien sûr, la police n'avait aucun motif d'intervenir dans ce café, parfaitement en règle vis-à-vis de la loi et tenu du reste depuis six mois par un nouveau gérant.

Le consulat d'Algérie, de son côté, est intervenu auprès de la police pour réclamer que justice soit faite.

Cette affaire n'est pas la première.

Plusieurs fois déjà, la police s'est montrée particulièrement active à Noisy.

Ne serait-ce qu'à Vallourec, usine métallurgique de Noisy, les travailleurs se font régulièrement arrêter en sortant à 23 h de l'équipe du soir. Un délégué CGT avait même été fouillé, dans le parking de l'usine, par un flic en civil, alors que la police inquiétait à plusieurs reprises des diffuseurs de tracts CGT, CFDT, un militant de la Ligue Communiste ayant même été embarqué au commissariat.

Le 1er juin, la section du PCF de Noisy-le-Sec a organisé une conférence de presse réunissant plusieurs dizaines de personnes, dont des immigrés de la localité, pour proposer... de faire signer une pétition et de déposer des questions orales au Conseil Général de la Seine-Saint-Denis et à l'Assemblée Nationale !

Marcellin a espéré calmer les esprits en suspendant, à ce jour, deux flics. Mais ce geste hypocrite n'enlève rien au fait que la police ait pu commettre et couvrir de tels actes. Il ne faut d'ailleurs pas s'en étonner. Dans certaines banlieues, les traditions des « ratonnades » de la guerre d'Algérie ne sont pas près d'être oubliées. Il y a peu de temps, des faits analogues se sont produits dans un foyer de travailleurs à Bagneux. Si, en ce moment, comme aujourd'hui à Noisy, ce sont essentiellement des travailleurs immigrés qui ont été la cible de la police, cela ne doit pas nous faire oublier que, demain, cette même police s'en prendra tout aussi bien, car c'est là sa fonction, à tous les travailleurs, pour peu que les intérêts du patronat et de l'Etat l'exigent.

Correspondant L.O.

Nixon de retour de Moscou :

Un succès provisoire

Sourires pour la presse, mais marchandages secrets. (Ph. U.P.I.)

C'EST en se parant de l'auréole des grands événements que Nixon vient de rentrer aux Etats-Unis. Il a eu droit aux ovations des siens en se présentant, dès sa descente d'avion, devant les parlementaires américains, pour rendre compte de son voyage. A Moscou comme à Washington, on n'a pas lésiné sur les mots pour caractériser « l'importance historique » **des discussions Nixon-Brejnev, qui ont même été comparées aux accords de Yalta, où Russes, Américains et Anglais s'étaient partagé le monde au sortir de la dernière guerre.**

Que ramène Nixon dans ses cartons ? Que se sont dit exactement les dirigeants des deux « Grands » ? Il ne faut compter ni sur Nixon, ni sur Brejnev, pour nous l'apprendre. C'est en cachette des peuples, comme des voleurs qu'ils sont, que ces gens-là marchandent sur leurs intérêts peu avouables.

Mais, pour trouver quelque chose à jeter en pâture à leurs peuples, Nixon et Brejnev sont tombés d'accord sur le fameux « accord historique » **sur la limitation des armements stratégiques. C'est à grand renfort de publicité qu'il a été présenté comme ouvrant la voie à une nouvelle** « ère de paix ». **Nixon, « messager de la paix » — on aura tout vu ! — a, en tout cas, proclamé qu'il ramenait de Moscou** « le début d'un processus qui peut nous conduire à une paix durable ».

A vrai dire, ces phrases alambiquées à usage publicitaire ne sont là que pour tromper les peuples. En fait, chacun s'entend, parmi les hommes politiques et les journalistes, à reconnaître que l' « accord historique » **du Kremlin ne mettra guère de frein à la course aux armements. Si les deux « Grands » se sont mis d'accord pour limiter le nombre respectif de leurs missiles et anti-missiles, ils n'ont pas dit mot du nombre d'ogives thermonucléaires que ceux-ci porteront et c'est dans cette direction que va porter maintenant la recherche militaire. De toute manière, chacun possède dans ses arsenaux largement de quoi faire sauter plusieurs fois la planète, et une** « limitation des armements » **à ce niveau-là n'est qu'une macabre plaisanterie. De surcroît, les bandits de grand chemin qui nous gouvernent ont pour habitude de signer des accords lorsqu'ils y ont intérêt, pour les déchirer lorsque cela les arrange. Le fauteur de guerre Nixon nous promettant une paix durable a l'haleine quelque peu chargée de soufre. Les hommes politiques américains ne s'y trompent pas, et même les plus enragés va-t'en-guerre de la droite américaine, de Barry Goldwater à Henry Jackson, auront du mal à prétendre que Nixon a, par ces accords, desservi en quoi que ce soit la politique agressive de l'impérialisme américain.**

C'est pourquoi il ne faudra sans doute pas très longtemps pour que les fumées dont Nixon s'est ingénié à entourer les discussions de Moscou se dissipent. La seule question importante, celle qui motivait en fait le voyage de Nixon, c'est le problème vietnamien. C'est pour tenter de régler ce conflit, dans lequel un petit peuple courageux tient tête depuis des années à la première puissance impérialiste, qu'il a entrepris ce voyage, après s'être rendu à Pékin en février. Et c'est précisément sur ce sujet que les communiqués officiels — tout comme les communiqués de Pékin en février — sont restés les plus vagues. Tout ce que l'on a pu apprendre de la bouche de Nixon, c'est que « le problème du Vietnam a été l'un des sujets discutés de la façon la plus approfondie » **et que Russes et Américains** « ont manifestement un point de vue et une approche propres de ce très difficile problème » **!**

Par-delà les succès faciles qu'il s'est taillé à sa descente d'avion, c'est pourtant là l'échéance véritable qui attend Nixon d'ici aux élections présidentielles de novembre. Et, quoi que les dirigeants soviétiques et chinois aient pu lui promettre, les faits sont là : la solution du conflit vietnamien n'est ni à Moscou ni à Pékin, mais au Vietnam dans la reconnaissance des droits de ceux qui se battent sur le terrain, et qui montrent chaque jour davantage que quinze ans d'intervention américaine n'ont pas entamé la détermination du peuple vietnamien de vivre libre et indépendant.

Et, malgré ses dons de prestidigitateur, Nixon aura du mal à transformer en victoire la pitoyable défaite qu'un petit peuple fier inflige chaque jour à l'armée de la première puissance mondiale, quel que soit son stock de missiles, d'anti-missiles ou de bombardiers lourds.

André FRYS.

Pendant que Nixon parle de paix... son armée continue de massacrer

A en croire ce que la diplomatie secrète a bien voulu laisser filtrer, Nixon et Brejnev auraient beaucoup parlé de **« coexistence pacifique »**, de **« limitation des armements »** et de **« sauvegarde de la paix mondiale »** lors de leur cordiale rencontre à Moscou. Les communiqués officiels ont fait des deux « Super-Grands »... étrangleurs des peuples, deux apôtres de la paix universelle !

Mais, pendant que Nixon palabrait au Kremlin les combats continuaient à faire rage au Vietnam ; l'aviation américaine continuait à déverser des tonnes de bombes sur le pays. Et, dès son retour à Washington, Nixon a répondu par une fin de non-recevoir à la demande de reprise des travaux de la Conférence de paix de Paris pour le 1er juin adressée par Hanoï et le GRP. Parallèlement l'impérialisme américain non content de semer la mort au Sud Vietnam a décidé d'attaquer des objectifs civils au Vietnam du Nord. C'est pendant que Nixon et Brejnev sablaient le champagne au Kremlin qu'une conférence de presse, réunie à la Maison Blanche, annonçait officiellement les desseins de l'état-major américain.

En fait, les bombardiers américains n'ont pas attendu cette date pour attaquer le Nord-Vietnam. Le gouvernement de Hanoï affirme qu'à quarante-deux reprises les digues édifiées le long des cours d'eau ont été attaquées. De même les digues qui font face à la mer ont été endommagées par l'aviation et la marine.

Les militaires américains eux-mêmes se vantent d'avoir opéré deux cent cinquante sorties contre le Nord-Vietnam et d'avoir réussi par ces raids à couper le ravitaillement venant de Chine.

Le Pentagone et le gouvernement de Nixon face à leur opinion et à l'opinion mondiale ne veulent pas avouer leur échec. Contraints de négocier la paix avec les combattants du FNL ils veulent leur faire payer le plus cher possible. Pour ce faire, ils n'hésitent pas à porter la destruction, la désolation et la mort au nord du pays alors que les combats dans cette zone n'ont aucune valeur stratégique ni aucune justification militaire. En fait, les raids au-dessus du Nord-Vietnam sont autant d'expéditions punitives. Les bombardements ne visent qu'à détruire pour détruire, à faire payer au nord son soutien aux combattants du sud.

Aujourd'hui l'impérialisme américain continue à massacrer inutilement des populations civiles, à anéantir sous des tonnes de bombes les nœuds vitaux de la vie économique et sociale du pays. Mais il ne fait qu'illustrer son échec à briser ce petit peuple qui se bat pour sa liberté.

N. CLANCIER

LA NATIONALISATION DE L'IRAQ PETROLEUM COMPANY :

Un juste retour des choses

LA décision du gouvernement irakien de nationaliser l'Iraq Petroleum Company n'est qu'une des nombreuses péripéties de la lutte qui oppose les Etats producteurs de pétrole — qui sont le plus souvent des pays sous-développés, anciennes colonies ou semi-colonies des grandes puissances impérialistes — aux grandes compagnies pétrolières impérialistes, qu'elles soient américaines, françaises, britanniques ou hollandaises.

Jusqu'à la fin de la deuxième guerre mondiale les pays producteurs ont été mis en coupe réglée par les grandes compagnies qui faisaient et défaisaient les gouvernements, s'octroyaient des concessions pétrolifères énormes, fixaient elles-mêmes la part de royalties qu'elles daignaient payer, ralentissaient ou accéléraient la production en fonction exclusive de leurs intérêts, etc...

Mais l'apparition au Moyen-Orient dans les années 1950-1960 de gouvernements nationalistes décidés à obtenir des avantages substantiels des dites compagnies a quelque peu changé le tableau. En Irak l'arrivée au pouvoir de Kassem, en 1958, va se traduire par une limitation des droits de l'I.P.C. En 1961, par la « loi 80 », l'I.P.C. se verra privée de toutes ses concessions pétrolifères inexploitées et se verra réclamer un arrérage d'impôts de 1,72 milliards de francs. La compagnie pétrolière ne reconnaîtra jamais ces décisions et rechignera toujours à payer l'argent qu'elle devait au gouvernement irakien.

Mais, durant toute cette période, ce qui renforce la position des Etats producteurs de pétrole et ce qui rend crédibles les exigences des gouvernements nationalistes qui entraînent dans leur sillage ceux plus liés à l'impérialisme c'est avant tout la situation économique mondiale. Les besoins de carburants à l'échelle de la planète ne cessent de croître et, en la matière, la demande est de très loin supérieure à l'offre. Les pays producteurs sont donc bien placés pour tenir la dragée haute aux compagnies pétrolières. Ils s'organisent dans une association de pays producteurs qui obtient en 1971, aux négociations de Téhéran et de Bagdad, l'augmentation de 8,4 % du prix du pétrole brut.

Mais l'Iraq Petroleum Company digère assez mal les concessions qu'elle a été obligée de faire à l'époque. C'est pourquoi, à peine l'encre des accords de Téhéran avait-elle séché, qu'elle faisait baisser de près de 17 % la production des puits en Irak, faisant entendre par là-même au gouvernement irakien que, puisqu'il l'obligeait à payer plus de royalties par baril de pétrole, il leur faudrait désormais baser les calculs sur un nombre plus faible de barils.

Et la nationalisation des installations de l'I.P.C. a été la réponse du gouvernement irakien à cette politique de moindre production.

Face à cette mesure, l'I.P.C. a d'ores et déjà annoncé qu'elle porterait la bataille au niveau de la commercialisation du pétrole irakien. Car si l'Etat irakien s'est rendu maître de la production pétrolière il doit compter sur les compagnies impérialistes pour le commercialiser, l'acheminer vers les grandes métropoles et le faire distribuer. L'I.P.C., en jetant l'interdit sur le pétrole irakien et en menaçant de représailles les éventuels acheteurs qui ne tiendraient pas compte de cet interdit, espère ainsi contraindre Bagdad à faire des concessions.

Mais il n'est nullement dit qu'elle y parvienne. Car le front des compagnies impérialistes face aux Etats producteurs est bien fragile et il n'est pas impossible que d'autres compagnies acceptent de prendre la place de l'I.P.C. en Irak, fût-ce à des conditions moins avantageuses. Et la perche que le gouvernement irakien a tendu aux compagnies françaises s'inscrit dans ce contexte.

Quoi qu'il en soit il est curieux de voir aujourd'hui l'I.P.C. hurler « au voleur » alors que c'est la même I.P.C. qui durant des dizaines et des dizaines d'années a pillé sans vergogne, et à peu de frais, la principale richesse d'Irak. Et que l'Etat irakien redevienne propriétaire à part entière de son propre pétrole est, somme toute, dans la logique des choses. Il faut être une compagnie impérialiste pour trouver cela scandaleux.

Jean LIEVIN.

L'attentat à l'aérodrome de Lod :

Un geste fou et absurde

QUI eut pu imaginer une démonstration plus effrayante et plus accablante de la folie et de l'absurdité du terrorisme que la fusillade de l'aérodrome de Lod ? Le geste des trois terroristes n'eut pas été moins fou s'ils avaient été Arabes et leurs victimes toutes Juives. Le hasard qui a voulu que les balles et les grenades des trois Japonais déciment une foule de Porto-Ricains en a souligné encore l'absurdité.

Certes, le peuple palestinien, chassé de son pays, parqué dans les camps depuis vingt-cinq ans, massacré encore il y a quelques mois par les troupes arabes de Hussein, affamé, humilié, torturé, poussé au désespoir, ne songe qu'à la vengeance, et nous pouvons comprendre, sinon excuser, les hommes et femmes qui, toutes issues barrées, recourent au terrorisme pour, au moins, ne pas mourir seuls. Mais le peuple palestinien a-t-il applaudi au geste insensé de Lod ? S'est-il senti représenté par les trois tueurs japonais ?

Et même si cela était, cela ne justifie certainement pas l'organisation et les hommes politiques qui ont préparé et organisé cette fusillade.

Le F.P.L.P. du Docteur Habbache se veut « révolutionnaire », il se réclame même du socialisme. Ce n'est pas faire œuvre révolutionnaire que de tirer dans une foule pacifique et désarmée. Ce n'est pas préparer le socialisme que de décider qu'on peut abattre indifféremment n'importe qui, civil désarmé, femme, enfant, d'un peuple considéré comme globalement responsable de l'oppression des Palestiniens.

La politique terroriste du F.P.L.P. n'a non seulement rien à voir avec le socialisme ou la révolution, elle va même directement à l'encontre des intérêts de ceux dont il se veut le représentant. Qui ne voit qu'un tel geste salit la cause des Palestiniens aux yeux de l'opinion mondiale et, du coup, légitime la cause d'Israël ? Qui ne voit surtout qu'un tel geste contribue encore à resserrer le peuple israélien tout entier autour de son gouvernement et renforce la politique des Golda Meïr et des Moshe Dayan ?

L'organisation du Docteur Habbache aurait voulu, paraît-il, venger les pirates de l'air qui ont été abattus récemment sur ce même aérodrome de Lod par un commando de paras israéliens. Aux yeux de tous les Israéliens, aux yeux du monde entier, elle vient de justifier la politique du gouvernement de Tel-Aviv et ses mesures de répression présentées comme des mesures de sauvegarde pour protéger une population inoffensive.

Bien sûr, le F.P.L.P. pourrait citer bien des exemples d'organisations nationalistes qui, depuis quelques dizaines d'années, ont mené une telle politique terroriste et finalement réussi à construire l'Etat national qui était leur but, à commencer d'ailleurs, souvenons-nous, par les Israéliens eux-mêmes. Entre les gens qui mettent une bombe dans le but de tuer le maximum de victimes, innocentes ou pas, ou simplement avec le risque d'en faire, et les terroristes qui ouvrent le feu sur la foule d'un aéroport civil il n'y a qu'un pas. Parce que les auteurs de ce dernier geste doivent être totalement insensibles et désespérés, c'est-à-dire déments, il impressionne et effraye d'autant plus. Mais poser une bombe dans un cinéma, un stade ou n'importe quel lieu public relève de la même attitude et de la même mentalité politiques. Une attitude et une mentalité politiques faites du mépris le plus total aujourd'hui pour le peuple ennemi et demain pour le peuple dont on sera le représentant. Il n'y a pas une organisation, partisane du terrorisme aveugle, qui n'ait abouti, une fois arrivée au pouvoir, à instaurer une dictature sur son propre peuple. Le F.P.L.P. est sans doute bien loin aujourd'hui de prendre le pouvoir dans un Etat palestinien.

L'aéroport de Lod : un geste de démence meurtrière qui n'a rien à voir avec le combat révolutionnaire. (Ph. U.P.I.)

Ses méthodes actuelles ne laissent en tout cas aucun doute sur l'avenir politique qu'il pourrait préparer au peuple palestinien y compris dans le cas où le sort serait enfin plus favorable à celui-ci.

Nous n'oublions certes pas que chacun de ces gouvernements qui se sont indignés devant la fusillade, depuis le gouvernement israélien jusqu'à celui de notre pays en passant par le gouvernement américain, a sur la conscience des milliers et des milliers de morts innocents, civils désarmés, femmes et enfants, massacrés dans les guerres qu'ils ont menées. Nous n'oublions pas qu'ils sont tous responsables aussi des milliers et des milliers de gens qui meurent chaque jour de misère et de faim aux quatre coins de la terre.

Mais c'est bien pour cela, et pas seulement parce qu'en soi il est absurde et monstrueux, que le geste des terroristes de Lod est condamnable : parce qu'il donne bonne conscience à tous les puissants de ce monde, à tous ceux chez qui le massacre d'innocents ne provoque d'indignation que lorsqu'il ne respecte pas certaines formes, et parce que, par là, il a contribué non pas à éclairer mais à obscurcir la cause des opprimés, et en premier lieu ceux de Palestine.

Jacques MORAND.

Le socialisme...

Après un attentat au quartier général des Forces américaines, à Heidelberg, en Allemagne. (Ph. A.F.P.)

...et son contraire

TOUS ceux qui font profession de combattre les idées révolutionnaires ne manqueront évidemment pas d'essayer de tirer argument de ce qui s'est passé le 30 mai à l'aérodrome de Lod-Tel-Aviv, du massacre commis de sang-froid, à leur descente d'avion, par trois jeunes Japonais se réclamant d'une prétendue « Armée de l'Etoile rouge ».

L'hypocrite indignation de ceux qui crient si fort aujourd'hui, mais qui ont généralement été bien plus discrets devant d'autres massacres, encore plus sanglants, quand ils ne se sont pas faits les chantres des bourreaux, ne nous touchent guère. Mais la mentalité qui consiste à justifier n'importe quel moyen, sous prétexte que les gens d'en face l'utilisent, est fondamentalement étrangère à la pensée socialiste, et il nous faut affirmer bien haut qu'aucun révolutionnaire socialiste digne de ce nom ne saurait se reconnaître, de près ou de loin, dans le geste de ceux qui, après avoir lancé des grenades dans la foule, déchargèrent posément leurs mitraillettes en essayant de faire le plus de victimes possible.

Ce parfait mépris de la vie d'hommes et de femmes dont le seul crime était de s'être trouvé là, à ce moment-là, relève d'une mentalité qui n'a rien à voir avec le socialisme, d'une mentalité qui est au contraire typiquement celle des capitalistes et de leurs hommes de main en tous genres, défendant leur ordre social et leurs privilèges. C'est la mentalité des armées impérialistes et des guerres coloniales, celle des bourreaux d'Oradour et des hommes qui décidèrent de rayer Hiroshima et Nagasaki de la carte du monde, celle des tortionnaires de l'armée française en Algérie, mais en aucun cas celle de ceux qui combattent pour une société plus juste et plus fraternelle.

La fin ne justifie pas n'importe quel moyen. La fin impose le choix des moyens. Et si les révolutionnaires socialistes sont bien conscients que les masses exploitées ne pourront se libérer de cette exploitation que par le recours à la violence, ils savent aussi qu'on ne peut pas prétendre lutter pour une société où toute exploitation et toute humiliation de l'homme par l'homme seront bannies, en commençant par mépriser aussi ouvertement la vie d'autres hommes.

Le fait que les terroristes japonais qui ont ouvert le feu, le 30 mai, sur la foule qui se pressait dans le hall de l'aérodrome de Lod se réclamaient d'une organisation à prétentions révolutionnaires et socialistes ne prouve rien contre le socialisme.

Les révolutionnaires socialistes sont des hommes qui lient leur sort, pour le meilleur et pour le pire, à celui de la classe ouvrière, et pour qui le seul critère est ce qui sert l'organisation et la prise de conscience de cette classe ouvrière. Il y a malheureusement dans le mouvement révolutionnaire bien des courants qui sont infiniment plus liés par leurs aspirations et leurs idéologies à d'autres couches sociales qu'à la classe ouvrière. Quoi qu'on puisse penser de leur action, ces courants-là n'en restent pas moins des courants authentiquement politiques. Mais il y a aussi des groupes et des individus qui ne sont liés, et qui n'aspirent à se lier à aucune force sociale, et pour lesquels la phraséologie révolutionnaire n'est que le camouflage d'un comportement et de préoccupations purement individualistes.

Vouloir juger les actes de ces derniers en termes purement politiques devient alors un non-sens, car ils relèvent souvent plus de la psycho-pathologie, ou de la psychiatrie que de toute autre chose.

A la limite, cette mentalité individualiste peut d'ailleurs déboucher sur le banditisme à prétentions politiques, comme bien des exemples le montrent, de la « bande à Bonnot » à la « Bande à Baader » qui a défrayé la chronique allemande pendant des mois. Et si les révolutionnaires socialistes ne sont évidemment ni du côté des bourgeois, ni du côté des flics, ils ne considèrent pas non plus des leurs des gens qui ne visent finalement, quelle que soit leur couverture idéologique, qu'à forcer les bourgeois à partager de force les fruits de l'exploitation, et qui ne se battent nullement aux côtés des exploités, et pour eux.

Dans le pire des cas, l'activité politique devient alors pour ce type d'individus une sorte de jeu tragique où l'on se massacre pour d'obscures querelles de « déviations », comme ce fut le cas il y a quelques mois avec l'affaire de « l'Armée rouge » japonaise, où l'on va jouer les surhommes mitraillettes au poing face à une foule sans défense, comme à Lod, et qui, quels que soient les prétextes politiques (et ils pourraient être tout autres) dont ils se parent, n'a rien à voir avec les luttes sociales.

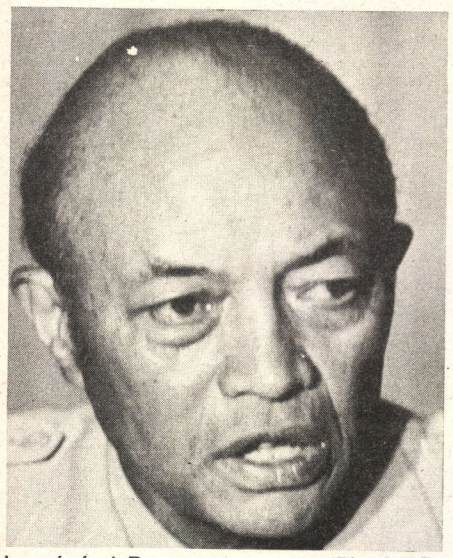
Cet individualisme dément qui se cache alors sous le masque de l'action révolutionnaire, tout comme l'individualisme plus sage de certains « gauchistes » qui ne voient dans l'action et les manifestations politiques que prétextes à défoulement, n'a rien à voir avec la lutte socialiste. Il n'est au contraire que le reflet de ce monde pourri que les révolutionnaires socialistes veulent abattre.

François DUBURG.

Madagascar

La chasse gardée de l'impérialisme français

LE nouveau régime mis en place à Madagascar après le « mouvement de mai » que l'île a connu, cache mal la mise au rancart de Philibert Tsiranana, président de la République malgache depuis la proclamation de son indépendance en 1960. Même s'il reste président en titre, les rênes du pouvoir semblent bien avoir définitivement glissé de ses mains dans celles du général Ramanantsoa, Premier ministre et chef des Forces Armées. Le 30 janvier dernier, Philibert Tsiranana, candidat unique à la présidence de la République, s'était pourtant trouvé réélu avec 99,72 % des voix, fait qui, à lui tout seul, en dit long sur les mœurs politiques du pays !



Le général Ramanantsoa. (Ph. A.F.P.)

Etre élu d'une façon aussi « triomphale » a décidément un inconvénient : c'est sur sa personne que s'est concentré le mécontentement de la population qui vient brusquement d'exploser. Tsiranana s'est révélé trop usé pour pouvoir continuer à servir, et la classe dirigeante malgache a estimé utile de le remplacer par des hommes qui, s'ils ne valent guère mieux, ont au moins l'avantage d'être moins haïs et compromis aux yeux de la population.

Les étudiants sur le campus réclament le départ de Tsiranana. (Ph. A.F.P.)

Un dictateur féroce

C'est que Tsiranana a à son « actif » de longues années de dictature pendant lesquelles, derrière le paravent de l'indépendance, il a maintenu l' « Ile Heureuse » (ainsi que l'on nomme Madagascar) sous la coupe de l'impérialisme français.

La féroce répression de la révolte de 1947 par l'armée française, qui fit 80.000 morts, a frappé pour longtemps le mouvement nationaliste malgache. Et lorsque l'indépendance fut proclamée à Madagascar en 1960, ce n'est pas sous la pression de mouvements nationalistes mais dans le cadre de la politique générale de « décolonisation » de De Gaulle. Celui-ci, afin de prévenir la multiplication dans les colonies françaises de mouvements analogues au mouvement algérien, cherchait à mettre en place, partout en Afrique, des régimes formellement indépendants, mais en fait étroitement liés à l'impérialisme français.

A vrai dire, à Madagascar, De Gaulle pouvait tirer parti de la politique de ses prédécesseurs de la Quatrième république. Le principal parti nationaliste malgache, le M.D.R.M., s'étant trouvé décapité par la répression de 1947, l'administration coloniale avait jugé habile de favoriser la formation d'un parti à sa solde, le PADESM (Parti des Déshérités de Madagascar), en s'appuyant sur les rivalités ethniques entre « côtiers » et « merinas » (habitant le centre). C'est en 1956 que ce Parti prenait le nom de P.S.D. (Parti Social-Démocrate) sous la houlette de Tsiranana. Ce sigle « socialiste » n'avait, pour les dirigeants français, rien d'effarouchant ; Tsiranana était un grand ami de Guy Mollet, alors Premier ministre « socialiste » de la France. Et sous ce nom de « social-démocrate », les gouvernants français ne faisaient que créer un fidèle gardien des intérêts colonialistes permettant le passage sans douleur du cap de l'indépendance sous la houlette de De Gaulle.

La misère, résultat de la colonisation

Mais les liens politiques et militaires avec l'impérialisme ne sont pas seuls en cause. Ils ont pour corollaires la mainmise économique sur le pays, et la misère et le sous-développement pour l'immense majorité de la population. Quatre-vingt-dix pour cent des capitaux investis à Madagascar sont des capitaux étrangers, européens pour la plupart, qui rapatrient à l'extérieur du pays près de la moitié de leurs bénéfices. Comme au beau temps du colonialisme, des milliers d'hectares restent la propriété de planteurs français cultivant pour l'exportation le sisal, le café ou la vanille. Dépendant des pays impérialistes et en particulier de la France, pour ses achats et ses ventes, Madagascar en dépend aussi sur le plan financier, par le canal du « Fonds d'aide et de coopération » français et du « Fonds européen de développement ». En fait, le développement de l'économie malgache ne se fait que dans la mesure où il apporte des profits au capitalisme français et européen. La population autochtone, elle, continue de végéter dans la misère.

A cet égard, les chiffres sont éloquents. Les revenus annuels de la population sont selon Le Monde **de 5.650 francs malgaches (1 franc malgache = 2 centimes français) dans la paysannerie — soit 85 % de la population —, de 38.000 francs malgaches chez les habitants des villes, et de 370.000 francs chez les étrangers vivant dans le pays !**

En réclamant le départ de Tsiranana, les manifestants du « mai malgache » ne se sont pas seulement dressés contre l'homme, mais ont exprimé leur lassitude et leur haine de ce régime d'exploitation, de misère et de dictature. Et il est douteux que la mise en avant du général Ramanantsoa apporte de ce point de vue la moindre satisfaction — autre que de façade — à la population malgache. L' « usure du pouvoir » de Tsiranana, c'est l'usure du colonialisme. C'est du colonialisme que les masses de Madagascar ne veulent plus. Elles viennent de le manifester violemment, comme les paysans du sud de l'île l'avaient déjà manifesté lors de leur révolte d'avril 1971, menée par le mouvement MONIMA. La jeunesse universitaire est lasse, elle aussi, de ce régime sans avenir. Et il est douteux que les fusils de la gendarmerie ou les sourires du général Ramanantsoa puissent tenir longtemps contre ce mécontentement unanime.

André FRYS.

Le P.S.D. : un parti à la solde de l'impérialisme

Cette qualité de paillasson du colonialisme, qui caractérise le P.S.D. et son chef Tsiranana, ne s'est guère démentie depuis l'accession de Madagascar à l'indépendance en 1960. De tous les régimes africains, celui de Tsiranana est resté l'un des plus étroitement liés à l'impérialisme ; l'un de ses meilleurs soutiens à l'O.N.U. et à l'O.U.A. (Organisation de l'Unité Africaine), entretenant des relations privilégiées avec les Etats-Unis, le Japon, l'Allemagne fédérale, Formose, Israël, et tentant même une ouverture vers les régimes racistes de Rhodésie et d'Afrique du Sud. Quant à la France, le régime malgache lui reste lié par des accords spéciaux, notamment sur le plan militaire. Au terme de ces accords, la France « s'engage à apporter son aide militaire à la République malgache si celle-ci le demande ». **Ce qui veut dire, en clair, que l'armée française se tient prête à intervenir aussitôt qu'un de ses hommes de paille, Tsiranana par exemple, le lui demandera. C'est d'ailleurs** « pour permettre à la République française de garantir en toute occurence et effectivement le concours qu'elle s'est engagée à apporter à la République malgache » **que les 4.200 hommes du général Bigeard stationnent en permanence dans la base de Diego Suarez, et ont la libre disposition de l'espace aérien et des eaux territoriales malgaches. Et cette présence militaire constitue une menace constante pour tout gouvernement malgache qui tenterait peu ou prou de s'émanciper de la tutelle française.**

Les émeutes à Tananarive. (Ph. A.F.P.)

POUR LE DROIT A L'AVORTEMENT

LE colloque international qui vient de se tenir le mois dernier à Paris, sur l'avortement, a rappelé la situation absolument scandaleuse de la législation actuellement en vigueur en France, qui est un déni pour les femmes du droit le plus élémentaire : celui de disposer de leur propre corps. Le problème est d'autant plus aigu que l'avortement est bien souvent le moyen qu'ont les femmes de se défendre contre les conséquences trop souvent désastreuses de la venue au monde d'un enfant dans cette société malade et oppressive.

La France dans ce domaine se place dans le peloton de queue des Etats les plus réactionnaires et confits en bigoterie, précédant de peu l'Espagne, le Portugal et l'Irlande, où toute forme d'avortement est interdite. En France la loi ne le permet que dans un seul cas : si c'est le seul moyen de sauver la vie de la mère. Dans tous les autres cas il faut que celle-ci accepte une naissance non voulue ou bien qu'elle se débrouille, en sachant qu'elle risque la prison et souvent sa santé et même sa vie si, faute de pouvoir disposer d'assistance médicale, elle a recours à l'avortement clandestin.

Une femme sur quatre est « hors-la-loi »...

Ainsi chaque année, selon des statistiques qui, du fait de l'illégalité de l'avortement, ne peuvent qu'être en deçà de la réalité, 250 000 femmes enceintes (soit une sur quatre) sont forcées d'avoir recours à des méthodes abortives qui relèvent plus de la barbarie médiévale que de la médecine moderne.

Bien sûr, il existe dans et hors des frontières des établissements médicaux qui fournissent aux femmes désireuses d'avorter des garanties quant à leur santé et leur vie. Mais, outre que ces établissements font payer très cher leurs services et ne concernent donc que des femmes aux moyens financiers bien au-dessus de la moyenne, ceux de Grande-Bretagne — réputés « moins chers » — se livrent, de l'aveu des médecins anglais, à un véritable *« trafic de l'avortement »*, d'autant plus ignoble que les femmes venues du continent et qui ont recours à leurs services n'avaient pas le choix.

Mais pour la majorité des femmes, travailleuses ou de milieu modeste, même la solution anglaise est souvent trop chère, sinon techniquement impossible quand il faut continuer à s'occuper des autres enfants, à aller au travail, et, bien sûr, essayer de faire en sorte que «cela» ne se sache pas.

Des souffrances moyennâgeuses et inutiles

Chaque année ce sont donc des dizaines de milliers de femmes qui meurent ou restent mutilées des suites d'avortements pratiqués dans des conditions d'hygiène inexistantes, à la sauvette, par des gens le plus souvent sans aucune compétence pour ce faire. En huit ans, dans une clinique de réanimation de l'hôpital Poincaré à Garches, sur 83 femmes hospitalisées des suites de tels avortements, 10 ont péri. Ces chiffres ne sont rien comparés au nombre des femmes qui n'auront pas recours aux services hospitaliers et médicaux par crainte de la réprobation publique et des « punitions » que certains médecins infligent aux « coupables ».

Pourtant de telles souffrances, tant physiques que morales, pourraient être évitées, sinon supprimées, par une législation plus libre sur l'avortement, ne serait-ce qu'au niveau de ce qui est déjà en vigueur dans certains pays. Même si aux USA et en Grande-Bretagne les femmes ne sont pas encore totalement libres de décider d'avoir ou de ne pas avoir un enfant, l'assouplissement de la législation a cependant eu pour effet, selon les médecins de ces deux pays, que la quasi-totalité des femmes, qui auparavant auraient eu recours à des avortements clandestins, se tournent aujourd'hui vers les hôpitaux.

Le droit de disposer de son corps

Jusqu'à maintenant, le principal obstacle à une libéralisation, pour ne pas parler de liberté totale, de la législation sur l'avortement a été le gouvernement et la bourgeoisie (grande et petite) bien-pensante dont il se veut l'interprète. Ce n'est pas par hasard si, alors que l'écrasante majorité de la population est favorable à un assouplissement de la législation en vigueur, près de la moitié des médecins y sont, eux, opposés.

Face à cette société qui impose par tous les moyens une morale désuète, dans le seul but de défendre ses propres intérêts, même si cela se paie du sang et des larmes de ceux qu'elle opprime, les révolutionnaires ne peuvent que lutter pour le droit à l'avortement, c'est-à-dire pour que les femmes aient la liberté de disposer de leur propre corps. La Russie soviétique fut d'ailleurs le premier pays du monde où exista une telle liberté.

L'avortement n'est cependant pas « la » solution miracle. Il s'agit d'un pis-aller, qui, même pratiqué dans les meilleures conditions, constitue souvent une épreuve tant morale que physique dont nombre de femmes aimeraient se dispenser. Le développement de la culture, la libre diffusion des méthodes et moyens contraceptifs, et surtout l'établissement de relations vraiment humaines entre hommes et femmes (qui ne pourront s'établir que dans le cadre d'une société socialiste, débarrassée des tabous, des contraintes et de l'exploitation) permettront de faire disparaître ce qui reste — même interdite — une solution barbare.

Mais dans cette société, la lutte pour la liberté de disposer de son corps passe par la revendication du droit à l'avortement libre.

Pierre LAFFITTE.

Dans l'Etat de New York, les avortements sont autorisés à partir de la « modique » somme de 1.650 F.

(Ph. U.P.I.)

Seule une société socialiste rendra l'avortement inutile et redonnera son plein sens à l'acte de procréer !

(Ph. U.P.I.)

l'école en

Elèves d'un C.E.T. : la « culture » n'est pas pour eux ! (Ph. L.O.)

le rôle de l'école dans la société bourgeoise

A entendre les démocrates bourgeois et les réformistes, la scolarisation de l'ensemble de la population enfantine constitue un des bienfaits les plus marquants de la société bourgeoise, et cela à deux titres : d'abord parce que l'école permettrait à quiconque *« d'accéder à la culture »,* ensuite parce que l'école serait l'un des plus puissants facteurs de promotion sociale, puisque sa gratuité assurerait *« l'égalité des chances »* entre tous.

Il est bien sûr, évident que l'alphabétisation de l'ensemble de la population (qui n'existe d'ailleurs que dans les pays industriels) constitue un grand progrès. Et même si cette alphabétisation sert avant tout l'intérêt général de la bourgeoisie, les classes opprimées, moins incultes, n'ont rien à y perdre, bien au contraire.

Une instruction minimum

Mais de l'instruction primaire à l'accès à la culture, il y a un fossé que l'école bourgeoise n'a jamais été en mesure de faire franchir à l'ensemble de la population laborieuse. Si l'école est aujourd'hui obligatoire, si théoriquement elle est aussi « gratuite », son efficacité culturelle, éducative et démocratique est rien moins qu'évidente. La grande majorité des fils et des filles de prolétaires ne peut dépasser le niveau de l'enseignement primaire et n'acquiert qu'une caricature de formation professionnelle dans les collèges techniques. En sortant de l'école à 16 ans, un enfant d'ouvrier sait en général tout juste lire couramment et à peu près compter. En gros, c'est tout.

Si la bourgeoisie a éprouvé le besoin de généraliser l'institution scolaire pour en faire un service public (qui, à l'image des autres services publics, est passablement défaillant) ce n'est certes pas par philanthropie. La modernisation de l'industrie et des services rend indispensable l'instruction, au moins élémentaire, des exploités. Aujourd'hui un travailleur illettré risque non seulement d'être moins rentable pour le capital, mais souvent inutilisable. Et l'école que la bourgeoisie réserve aux travailleurs ne leur assure que ce minimum de connaissances élémentaires indispensables.

Si les réformistes ne remettent pas en cause le système scolaire actuel mais prétendent seulement le « démocratiser » par des réformettes aussi utopiques que peu audacieuses, il est par contre bien vu dans les milieux gauchistes de s'en prendre à l'institution scolaire parce qu'elle serait avant tout un organe de diffusion de la culture bourgeoise.

Que, dans cette société, l'école soit un puissant moyen de diffusion de la morale bourgeoise et un lieu de dressage en vue de fabriquer des producteurs dociles, respectueux de l'autorité, cela ne fait bien entendu aucun doute. En monopolisant l'éducation scolaire, l'Etat bourgeois ne se prive pas d'y laisser l'empreinte de ses qualités propres : le respect de l'ordre établi, l'esprit bureaucratique, le conformisme et la mesquinerie. Mais ce serait accorder bien des vertus à l'Etat bourgeois que de le croire capable de transmettre réellement aux exploités une « instruction » et une « culture » bourgeoises ou autres. Les prolétaires accèderaient à la culture « bourgeoise » que ce ne serait pas le plus grand des maux que nous aurions à combattre. Imaginons deux secondes l'hypothèse, fantaisiste, selon laquelle la société capitaliste serait capable de transformer les prolétaires en intellectuels... bourgeois, destinés tout de même à rester aux manivelles : ces prolétaires cultivés seraient au moins aussi aptes que les intellectuels tout court à puiser dans leur instruction suspecte les armes de la critique, et par conséquent bien mieux doués pour passer naturellement de ce stade... à la critique des armes.

Une culture bourgeoise pour les enfants de la bourgeoisie

En réalité, l'école de la bourgeoisie est une école de classe pour une raison bien plus fondamentale : l'Education nationale ne diffuse la culture bourgeoise, c'est-à-dire à l'heure actuelle la culture tout court, qu'aux seuls enfants de la bourgeoisie et de ceux d'une partie de la petite-bourgeoisie destinés pour la plupart à servir d'encadrement aux exploités. Cette culture, elle la transmet en partie dans les lycées, surtout dans les universités, et, mieux, dans les grandes écoles où se retrouvent les élites les plus choisies.

L'école capitaliste n'a jamais été capable d'assurer une instruction réelle aux enfants des travailleurs, et tel n'est d'ailleurs pas son rôle. Ceux-là n'ont pour leur immense majorité accès qu'à l'école primaire : or, c'est justement cette école primaire, par excellence celle des enfants de prolétaires, qui dans l'Education nationale a la portion congrue.

L'enfant de bourgeois peut apprendre à lire en dehors de l'école primaire, dans sa famille. Il y apprendra en outre, dès sa plus tendre enfance, l'art de s'exprimer aisément ; on lui fera connaître la musique ; sa curiosité sera éveillée de mille et une façons. Il aura trouvé l'essentiel des bases de son instruction chez lui pour aborder sans problèmes l'étape du lycée ; il y acquerra les rudiments essentiels de la culture bourgeoise, là aussi notablement enrichis par ce qu'il trouvera chez lui. Il quittera le lycée pour parachever naturellement son « instruction » à l'université ou dans une grande école.

Quant à l'enfant de prolétaire, il aura d'emblée du mal à suivre l'instruction sommaire et inadéquate de l'école primaire. Et c'est de toute façon, en gros, la seule instruction qu'il connaîtra. Au sortir de l'école primaire, l'inégalité de niveau n'ira que croissant. Les collèges techniques ou les classes dites de transition vers lesquelles il sera dirigé seront moins des classes de perfectionnement que des classes d'attente... de l'âge limite de la scolarité obligatoire.

Les seules écoles auxquelles a accès la majorité des enfants des travailleurs, c'est-à-dire l'école primaire et les collèges techniques, sont celles qui connaissent le plus grand dénuement, qui possèdent les maîtres les moins qualifiés et les moins payés.

Quant à la généralisation de la gratuité scolaire, on oublie trop souvent que, sous des dehors « démocratiques », surtout au niveau de l'université, elle n'est qu'une manière de faire subventionner par l'Etat, c'est-à-dire par les contribuables, donc largement par les travailleurs, l'enseignement supérieur dans les faits réservé aux enfants de la bourgeoisie.

Finalement, dans cette société, l'école n'est « unique » et « égale » pour tous que là où elle connaît le plus grand dénuement intellectuel et matériel : l'école primaire. Justifier la pénurie de l'école primaire, par le niveau « élémentaire » de l'instruction qui doit y être donnée, est un pur mensonge. Aucune logique pédagogique sérieuse ne justifie ce fait. Bien au contraire. Les psychologues bourgeois les moins bornés se mettent d'accord aujourd'hui pour estimer que les écoles maternelles et primaires, pour être un tant soit peu capables d'assurer ces fameuses « chances égales », devraient dispenser l'enseignement le plus soigné qui soit, avec des équipements et des éducateurs au moins aussi qualifiés et aussi considérés que leurs collègues de l'enseignement supérieur. En vérité, le commencement de la démocratisation de l'enseignement, et l'élévation globale de la culture de la population commenceraient par un bouleversement complet des écoles élémentaires où l'on concentrerait le maximum de moyens.

S'agit-il donc aujourd'hui de crier « A bas l'école capitaliste ! » ? Dans l'instruction comme dans les autres domaines, les révolutionnaires ont des tâches non seulement créatrices à entreprendre, mais aussi, et avant tout, des buts destructeurs. Et le prolétariat révolutionnaire doit s'atteler à la suppression de tout ce qui fait de l'école un instrument de domination de la bourgeoisie. Mais il est aussi évident, qu'aux mains du prolétariat, l'école peut et doit devenir un puissant moyen d'émancipation du prolétariat. La démocratisation de l'école prendra alors tout son sens.

Les travailleurs pourront transformer l'école en un puissant moyen d'éducation des classes les plus opprimées, ce qu'elle n'a jamais été jusqu'à présent.

Et il s'agira alors pour la classe ouvrière au pouvoir, beaucoup moins de jeter la « culture bourgeoise » aux orties par une quelconque « révolution culturelle », que de substituer à l'ancien bourrage de crâne et à l'indigence culturelle réservée à l'immense majorité des hommes, l'art enfin possible de faire sienne la somme des connaissances humaines.

Huguette CHEVIREAU.

Les policiers devant le lycée Chaptal : il manque peut-être des professeurs, mais sûrement pas de flics ! (Ph. U.P.I.)

A PROPOS " D'UNE SOCIÉTÉ

Ce livre fait assez grand bruit à l'heure actuelle dans les milieux enseignants et obtient la faveur des milieux gauchistes. Il faut reconnaître que son titre lapidaire a de quoi séduire un certain nombre de professeurs découragés par leurs élèves récalcitrants. En outre l'ouvrage a en France la réputation d'être subversif ; c'est un fait que son seul titre promet des délices théoriques à tous ceux pour qui les rapports « enseignants-enseignés » donnent de l'urticaire. La thèse de l'auteur ? En gros : plus d'école, et un grand souffle libérateur rendra humaine une société qui ne l'est plus. C'est simple, c'est radical.

Et pourtant, l'auteur de ce projet subversif et grandiose est un prêtre. Sorte de missionnaire pédagogue, Ivan Illich a fondé au Mexique un centre pédagogique avec l'accord du Vatican. En 1969, persévérant dans ses projets éducatifs décidément peu catholiques, il cesse d'être en odeur de sainteté.

Que pense donc ce prêtre contestataire ? Tout d'abord que l'école, loin de démocratiser la société, entretient l'injustice sociale, ce qui est indéniable. Ensuite, que, contrairement aux idées reçues, l'obligation scolaire ne saurait être compatible avec une éducation libérale et que la tendance actuelle à confondre scolarité et éducation est nuisible. Remarque pleine de bon sens. Enfin, « l'éducation, *dit-il,* se situe à l'écart du monde, tandis que le monde ne possède aucune valeur éducative ». *La formule est heureuse et résume assez bien l'impuissance de l'enseignement dans la société capitaliste. D'ailleurs, ajoute-t-il,* « la lumière s'est éteinte depuis longtemps dans les écoles » *et nous serons bien les derniers à prétendre le contraire.*

Mais, radical pour radical, Ivan Illich va plus loin : non seulement l'école est impuissante, mais elle est franchement nuisible. Elle devient aujourd'hui la source principale avec d'autres « services publics » de la ségrégation sociale. « L'escalade scolaire est aussi dangereuse que celle des armements » *(sic).*

Débarrassons-nous de l'école et de quelques autres institutions publiques, et la société, nettoyée de ses scories technocratiques, respirera librement, etc.

Dès les premiers chapitres, on ne peut s'empêcher de penser qu'Illich chérit une douce manie : il n'est pas loin de faire porter à l'institution scolaire tous les péchés de la Terre (qui, en vérité, sont de bien lourds fardeaux à porter pour une aussi pièvre institution !). Car, pour Illich, l'école bourgeoise ne reflète pas la division de la société en classes et ses tares, mais est l'un des principaux facteurs qui font dégénérer la société industrielle en un monde déshumanisé.

Apôtre de la libre concurrence, il regrette que le capitalisme de la libre entreprise ait enfanté une éducation

question

DU BOURRAGE DE CRANE A L'ÉDUCATION SOCIALISTE

Si la bourgeoisie est incapable d'assurer l'instruction de l'ensemble de la population, on serait en droit de penser qu'elle éduque par contre efficacement ses futurs membres et serviteurs. La bourgeoisie dispose en effet d'écoles spéciales pour former ses membres les plus éminents. Elle a ses grandes écoles où elle forme ses spécialistes, ses scientifiques, ses bureaucrates, ses politiciens, ses professeurs, ses militaires. Et ces spécialistes acquièrent, en effet, une compétence qui, pour être la plupart du temps limitée à leur domaine, n'en est pas moins extrêmement poussée.

Ceux qui bénéficient de cette éducation bourgeoise y acquièrent, outre leur compétence, l'esprit de caste (s'ils ne l'ont déjà), l'autorité, l'assurance de soi, l'esprit de compétition et une aptitude marquée pour l'arrivisme sous toutes ses formes.

Mais, même là où elle atteint ses buts, l'instruction bourgeoise révèle son incapacité à éduquer des hommes complets et harmonieux.

La division entre le travail manuel et le travail intellectuel

Cette incapacité tient à la nature de la société d'exploitation. Toutes les sociétés de classes dans l'histoire, et la société capitaliste plus que les autres, furent fondées sur la séparation du travail productif, réduit au travail manuel, du travail intellectuel. Ce dernier fut de tous temps réservé à une minorité privilégiée dispensée des tâches productives. La société bourgeoise se distingue des autres en ceci qu'elle a poussé aux extrêmes limites cette division du travail et qu'elle a parcellisé le travail intellectuel lui-même, au point que bien souvent il soit devenu presque aussi fastidieux que le travail manuel.

Cette division du travail se reflète particulièrement à l'école, lieu où le « savoir » est censé être transmis. Avec l'étatisation et l'obligation scolaire c'est désormais l'apprentissage sous toutes ses formes qui s'est radicalement coupé de la production. Et c'est principalement cette coupure entre le travail manuel et intellectuel, entre l'apprentissage et la production, la vie scolaire et la vie sociale qui donne à l'enseignement son caractère irrémédiablement scolastique, qui, aussi bien pour le jeune bourgeois que pour le jeune prolétaire le rend abstrait, ennuyeux et le transforme la plupart du temps en bourrage de crâne.

C'est cette même coupure qui est responsable, et ceci à tous les niveaux, du manque d'intérêt que l'enseignement inspire aux écoliers, puis aux élèves, voire aux étudiants ; et c'est ce manque d'intérêt qui enlève à l'enseignement les trois quarts de son efficacité. A un niveau supérieur, ce manque d'intérêt est remplacé par le désir de promotion sociale qui, étranger la plupart du temps au contenu même de la matière étudiée, la transforme le plus souvent en bachotage et en rabâchage stérile.

Tous les efforts « pédagogiques », tendant à atténuer cette coupure entre le travail manuel, l'activité sous toutes ses formes et l'apprentissage intellectuel, sont en réalité dérisoires. Dans la pratique, ces méthodes « actives » plus ou moins perfectionnées supposent une qualification bien supérieure des maîtres et des moyens plus importants. Et quand elles sont mises largement en application, c'est la plupart du temps sous forme de recettes destinées à faire des économies supplémentaires, encore moins efficaces que les méthodes « traditionnelles ». Car le progrès en la matière ne souffre pas la médiocrité.

Dans une société fondée sur le profit, il n'y a guère d'éducation rationnelle possible. Quand cette éducation est liée au travail productif, elle disparaît pour n'être qu'un paravent à la surexploitation des enfants. Et quand les lois sociales, en prolongeant l'obligation scolaire, en interdisant le travail des enfants jusqu'à un âge de plus en plus élevé, limitent cette exploitation, elles les placent du même coup complètement hors de la production et par la même occasion hors de la vie sociale avec toutes les limitations sociales et psychologiques que cela implique pour les enfants et les adolescents qui n'ont pas droit de cité.

On peut retourner le problème dans tous les sens, l'exploitation n'est guère compatible avec « l'éducation ».

La société socialiste permettra l'épanouissement de l'homme

En réalité, seule une société qui n'est pas fondée sur l'exploitation de l'homme par l'homme peut combiner harmonieusement l'éducation, l'apprentissage en général et le travail productif en permettant un épanouissement incomparablement plus grand de l'homme.

La société socialiste n'aura que faire d'hommes ultra-spécialisés en un seul domaine à quelque niveau que ce soit d'ailleurs, tout juste bons à servir d'appendices à des machines. La machine devra servir l'homme, non le contraire. D'ailleurs, la simple organisation rationnelle de la production nécessitera de la part des producteurs une haute culture théorique et pratique, aussi précise que polyvalente. Les hommes socialistes devront être aptes à passer facilement d'un secteur productif à un autre. C'est la planification socialiste qui exigera d'elle-même une instruction polytechnique de tous.

Enfin, l'école communiste pourra décharger l'humanité de l'une de ses tares les plus tenaces : la rupture totale entre la culture livresque et la pratique de la vie. Les enfants, réintégrés à la vie sociale, ne seront pas plus voués au seul apprentissage (qui, en tant que tel, est une absurdité) que les adultes ne se limiteront à leurs seules fonctions de producteurs. L'homme ne sera plus une machine à répéter toute sa vie ce qu'il a tant bien que mal appris jusqu'à 16, 20 ou 25 ans. Mais il s'instruira en permanence au travers d'activités infiniment variées et créatrices, et par là même avec une efficacité, une fécondité inconnues jusque-là.

La fin du ghetto culturel

L'éducation socialiste débordera d'ailleurs largement les limites de « l'école » proprement dite, même si cette dernière aura encore un très grand rôle à jouer dans une phase transitoire. Car plus les hommes deviendront polyvalents, moins ils seront soumis à la division du travail, moins il sera nécessaire de confier la tâche éducative à un corps spécialisé d'enseignants qui, en tant qu'éducateurs « à vie », justement coupés de la pratique de ce qu'ils enseignent, sont en fait particulièrement mal placés aujourd'hui pour atteindre le but qui leur est assigné. Quant à l'école elle-même, elle perdra progressivement son caractère de ghetto culturel pour accueillir de plus en plus les compétences effectives les plus diverses et pour pénétrer de plus en plus dans les secteurs productifs et les différents domaines de la vie sociale.

D'ailleurs, aujourd'hui, en réalité, l'école publique bourgeoise n'assume qu'une infime partie de l'instruction, le reste étant laissé bon gré mal gré à la charge de la famille qui n'a ni les moyens moraux ni les moyens matériels d'accomplir cette tâche. Et à cet égard, la famille ouvrière est encore plus démunie, bien entendu, que la famille bourgeoise.

L'éducation socialiste assignera à la société tout entière les tâches que la famille assume aussi partialement que partiellement. Pour la première fois, l'éducation pourra devenir véritablement sociale ; la société mettra ses immenses moyens matériels, culturels et humains au service de tous. L'individu trouvera sa véritable dimension dans la vie sociale qui n'apparaîtra plus alors comme une limite à la liberté individuelle, mais comme la condition sine qua non de son épanouissement.

L'apprentissage scolaire de la société capitaliste, même le plus réussi, apparaîtra alors ridiculement mesquin aux côtés de cette éducation pleinement sociale : car celle-ci ne se contentera pas, comme dans le meilleur des cas actuels, de permettre à un talent de se révéler, mais donnera à tous les hommes les moyens moraux et matériels de devenir talentueux en de multiples domaines. Et cette éducation ou plutôt cette vie socialiste permettra à tout individu de devenir tout à la fois un artiste, un savant, un sportif émérite... un joyeux drille et beaucoup d'autres choses dont on n'a pas encore idée !

H.C.

SANS ÉCOLE" d'Ivan Illich

étatique, autant dire le ver bureaucratique dans le fruit de la libre concurrence...

La solution est simple : gardons la libre entreprise, supprimons l'école d'Etat, substituons lui une école « à la carte », dont la qualité et l'efficacité seront garanties par l'offre et la demande, et tout ira bien dans le meilleur des mondes.

Il prône un système d'enseignement sous forme de « crédit éducatif » qui inciterait les demandeurs d'emploi à se former en vue des professions disponibles sur le marché du travail.

Plus économique que l'Education nationale, ce système, « libre, pratique et compétitif » (sic) fonctionnerait comme un vaste bureau d'embauche perfectionné fournissant une main-d'œuvre fin prête pour la production. Un membre du C.N.P.F. lui-même aurait de quoi être séduit.

Un ordinateur concentrerait toutes les offres et les demandes d'enseignement en telle ou telle matière. Mis en relation, le demandeur et l'offrant se rencontreraient par exemple dans un café, ou une bibliothèque, et échapperaient d'emblée à la contrainte de l'enseignement classique, d'autant plus que l'enseignant serait l'enseigné en d'autres occasions et réciproquement, chacun selon ses compétences. Ainsi se développeraient de véritables rapports humains qu'Illich, en bon théoricien, affuble du terme de « convivialité ».

Malgré leur air radical, les thèses d'Ivan Illich ne relèvent que d'un libéralisme bourgeois assez plat et finalement réactionnaire qui se serait égaré dans les sphères de la pédagogie.

Bien sûr, les sympathies d'Illich vont aux contestataires : ici aux hippies, là à la révolution culturelle chinoise dont il ne parle que pour dire que c'est la seule tentative radicale de « déscolarisation des institutions » ! En voilà sans doute assez pour que certains voient en Illich un révolutionnaire ou du moins un utopiste de génie.

On a vu plus haut que les projets de cet utopiste volent en fait au ras des nécessités économiques du monde capitaliste.

Et à le voir transformer l'école et l'université en l'unique objet de son ressentiment, on peut se demander si Illich ne traduit pas en fait les sentiments des petits-bourgeois dont les espérances universitaires ont été déçues et qui constatent que l'une de leurs voies privilégiées vers l'ascension sociale est de plus en plus précaire.

Et il faut qu'en France, l'espèce de vénération entretenue par les partis réformistes à l'égard de l'école « publique » soit solidement ancrée dans les esprits « progressistes » au point d'en être devenue un préjugé, pour que les fantaisies plus ou moins réactionnaires d'un prêtre « contestataire » éclatent comme une bombe dans le ciel plus tout à fait serein des fonctionnaires de l'Education nationale.

H. C.

Les lycéens manifestent lors de l'affaire Guiot. (Ph. U.P.I.)

échos des entreprises

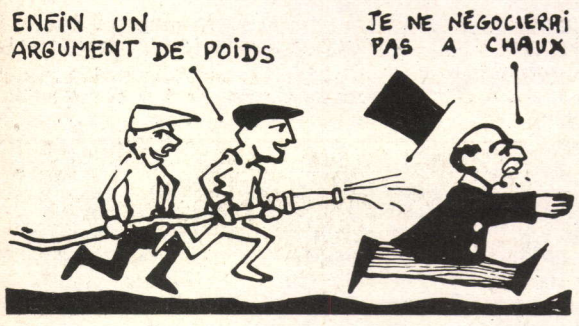
SÉCURITÉ ET CONDITIONS DE TRAVAIL

y'en a marre !

● *CREUSOT (Loire)*

Voilà plusieurs mois que les lances à chaux des fours des Aciéries Breuil ont été « améliorées ». Autrefois, loin d'être idéales, on pouvait à la rigueur s'en servir... Mais depuis, beaucoup de modifications ont été apportées, et pas les moindres : deux disques de métal ont été fixés à l'embout des lances, pour arrêter les projections. L'idée aurait pu être bonne, si toutefois les lances n'avaient pas triplé de poids. Compte tenu que la lance ne peut être soulevée que par l'extrémité opposée des disques, c'est 70 kg environ qu'il faut porter à bout de bras, à une hauteur de 1,60 m pour introduire le tuyau dans le four.

L'opération peut être exécutée plus de quinze fois par poste. La direction en a été avertie à maintes et maintes reprises. Elle en a pris note, puis elle en a repris note, pour en reprendre note encore et... elle n'a rien fait ! Se payer comme ça notre tête, c'est finalement nous insulter, puisqu'elle nous montre ainsi qu'elle se moque éperdument de nos conditions de travail. Mais qu'elle sache que pour nous : y'en a marre !



pour la direction...

● *A.P.C.-ONIA (Toulouse)*

Cela va bientôt faire six mois qu'il n'y a plus d'eau au vestiaire d'Y1. Jusqu'ici nous n'avions droit qu'à de l'eau filtrée, maintenant plus une goutte. Il n'y aurait pourtant pas grand-chose à faire pour amener de l'eau de ville au vestiaire. Que nous puissions nous nettoyer un peu après le travail, c'est peut-être le dernier des soucis de la direction... mais pas le nôtre.

...hygiène, connais pas !

A la Chaufferie, le travail est pour le moins salissant. Chaleur, transpiration, fuel lourd, gas-oil qui encrasse les brûleurs, 15 sacs de 40 kg de fleur de chaux qu'il faut vider dans la cuve... On se salirait pour moins que ça. On s'attendrait donc à ce qu'à la Chaufferie, il y ait des douches ; eh bien, non ! Des douches à la Chaufferie c'est une question d'hygiène, la plus élémentaire. Question de gros sous nous dira la direction. Mais de cela nous nous en moquons ; qu'elle se débrouille, c'est son problème.

on n'est pas des harengs

● *CITROEN (Clichy)*

A la Fonte spéciale G-S 1er étage à chaque fois que l'on vide la fonte des fours dans les mariejeannes un énorme nuage de fumée se dégage, et comme cela se produit sans arrêt nous sommes pratiquement toute la journée dans la fumée. Inutile de dire que pour nos poumons il n'y a rien de meilleur : deux ou trois ans à ce poste et lorsque l'on passe une radio ce ne doit pas être beau à voir.

Il doit bien exister un système pour supprimer cette fumée, et en particulier il faudrait une aération puissante qui aspirerait la fumée tout de suite alors que dans l'atelier il n'existe que les vasistas des toits. C'est-à-dire que la fumée a tout son temps pour se répandre dans l'atelier avant de sortir par le toit. Dans ce secteur, s'il n'y a pas de système d'hygiène, par contre Citroën a installé des chaînes modernes ainsi que des fours, cela c'est pour produire plus, bien sûr. Comme d'habitude la direction se moque de notre santé. Et quand nous serons malades elle nous remplacera par d'autres à moins que d'ici là on ne lui fasse comprendre que pour nous notre santé n'a pas de prix.

ça sent le roussi

● *C.E.P.E. (Sartrouville)*

Au bâtiment A, la semaine dernière en fin d'après-midi, un incendie s'est déclaré dans les vestiaires. Le manteau d'une de nos camarades a été entièrement consumé et le feu gagnait les vestiaires voisins.

L'origine de cet incendie reste inconnue. Mais il n'empêche que décidément les vestiaires du bâtiment A font parler d'eux en ce moment. Après les odeurs d'égouts, ça sent le brûlé.

Il serait temps que la direction se décide à faire l'acquisition de cadenas. C'est pourtant prévu par la loi... Que prévoit-elle pour dédommager nos camarades qui ont eu leurs affaires brûlées ?

insouciance criminelle

A côté des vestiaires du bâtiment A, une douzaine d'entre nous travaillent à la préparation des boîtiers et des embases. On y utilise de l'alcool, de l'acétone et autres produits toxiques et inflammables. Et la seule porte d'accès donne dans le couloir des vestiaires !

Si l'incendie n'avait pas été détecté et maîtrisé à temps, les conséquences auraient été dramatiques pour ces camarades qui n'auraient pas pu s'échapper.

La Commission Hygiène et Sécurité a déjà réclamé à plusieurs reprises une issue de secours pour cet atelier, où il n'y a même pas la possibilité de sauter par la fenêtre, bien qu'il soit situé au rez-de-chaussée.

Mais pour le responsable de la sécurité qui défend le porte-monnaie de la direction plutôt que les intérêts des travailleurs, cela ne se justifiait pas !

Faudra-t-il qu'un drame arrive pour qu'on nous prenne au sérieux ?

heureusement qu'il pleut !

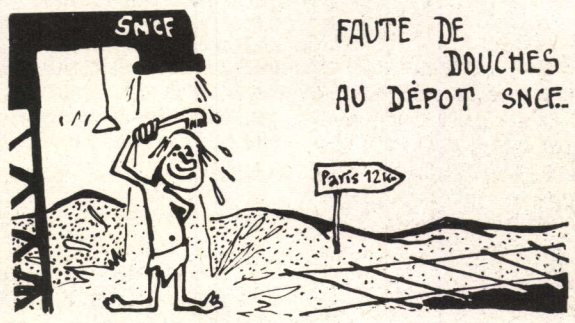
● *S.N.C.F.-Sud-Est*

Depuis une dizaine de jours, les douches des vestiaires du quai M sont en panne, de sorte que les agents de manœuvre qui n'ont déjà pas de lavabo dans leur poste ne peuvent même plus se doucher après avoir passé une journée dans la graisse.

Depuis un mois les douches des vestiaires des agents de train ne marchent pas non plus.

Si l'on ajoute à cela que beaucoup d'appartements SNCF n'ont pas de douche, on voit quelles conditions d'hygiène la direction réserve à ses agents.

De toute façon la direction n'a pas l'air de se presser beaucoup pour entreprendre les réparations nécessaires ni pour nous proposer de solutions de remplacement. A moins que le chef de gare n'ait l'intention de mettre sa salle de bain à notre disposition.



LE SCANDALE DES HOPITAUX

bientôt, il faudra prendre des échasses...

● *CENTRE HOSPITALIER REGIONAL (Clermont-Ferrand)*

Depuis peu le « trou » vers Fournier où l'on jetait les ordures qui ne brûlaient pas et la benne où l'on déposait les cartons ont été supprimés et remplacés par un camion-benne comme ceux qu'utilisent les éboueurs. A présent, le soir, lorsque nous voulons vider nos poubelles, il faudrait presque prendre des échasses car la benne est pleine et déborde. Il y a des ordures partout, cartons, tubes de labo pleins de sang... Bref, nous avons le détail du contenu des poubelles et l'on peut savoir quel est le dernier service qui l'a vidée.

On pouvait se douter que ce camion à lui tout seul ne pouvait pas remplacer les deux dépôts d'ordures. Mais, prévoir, c'est trop demander à l'Administration.

En attendant, il faut qu'on remédie à cet état de choses. Nous ne voulons pas en faire les frais plus longtemps.

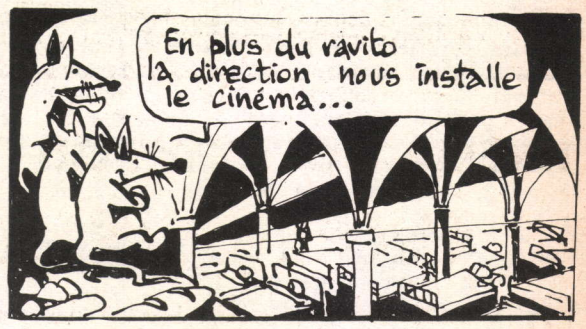
une direction éclairée

● *HOPITAL SAINT-ANDRE (Bordeaux)*

L'administration a décidé d'installer un nouveau système d'éclairage avec projecteurs à l'hôpital, pour mettre en valeur la voûte et autres trésors architecturaux des bâtiments.

Alors que l'hôpital se trouve dans un état déplorable, que plusieurs plafonds menacent de s'écrouler, que les cafards et les souris font leur apparition régulièrement malgré les désinfections à l'insecticide, alors que les W-C réservés au personnel sont plus que piteux, la direction a choisi de réserver les crédits à cet éclairage dont personne ne voit la nécessité. En fait, c'est la politique quotidienne de la direction du C.H.R. que l'on retrouve là : ce qui compte pour elle, c'est de redorer le blason plutôt terni des hôpitaux publics, c'est d'améliorer la façade ; qu'importe si ce qui est derrière est dans un état déplorable.

Nous lui suggérons, si elle veut rentrer dans ses frais, d'ouvrir l'hôpital au public comme monument historique avec « son et lumière », visites à toutes heures payantes à l'entrée.



à quand les strapontins ?

● *HOPITAL SAINT-ANDRE (Bordeaux)*

Tout le monde sait que pour les malades être en salle commune, n'est guère agréable : les bruits, les visites, les soins tout est mis en commun. Pourtant, il y a mieux encore : avoir un lit dans le couloir ! Car il arrive que, lorsque tous les lits sont occupés, on en pousse un supplémentaire dans le couloir, et le tour est joué. On viendra nous parler de l'humanisation des hôpitaux !

L'administration, elle, ne sait qu'empiler les malades. A moins que ce ne soit pour hospitaliser une personnalité, alors là elle se met en quatre pour lui trouver une grande chambre, avec plantes vertes et une infirmière 24 heures sur 24. Mais pour les autres, on n'hésite pas à les mettre dans les couloirs.

la direction dresse-t-elle son chien ?

● *THOMSON-C.S.F. (Bagneux)*

Depuis son arrivée, le nouveau gardien-chef fait beaucoup parler de lui. De nombreux incidents ont eu lieu dont le dernier en date a dépassé les bornes : il a brutalisé un homme âgé, infirme, travaillant à l'Alsacienne. Bravo, bel exploit ! Mais cet exploit n'est pas unique : il a également tenté de fouiller les sacs de travailleuses de l'Alsacienne. Cet individu se ferait-il la main sur le personnel des entreprises extérieures, en attendant mieux ?

Autres faits, autres coïncidences, on entend dire en ce moment que ce Monsieur aurait carte blanche pour fouiller les voitures. Simultanément, le gardien chargé des parkings est déplacé. Coïncidence ?

D'autre part, on a pu constater que la direction renouvelle peu à peu le personnel de gardiennage. Les autres gardiens finissaient-ils par trop connaître le personnel ?

Enfin, tous ces faits se déroulent au moment où les problèmes d'emploi à Bagneux se font plus graves et où des licenciements commencent à être annoncés. Etranges coïncidences !

Et si les organisations syndicales ont eu raison de protester et d'intervenir auprès de la direction sur ce problème, elles ne doivent pas laisser passer le prochain incident sans riposte immédiate.

S.C.P.C. (Cournon Puy-de-Dôme) :

Huitième semaine de grève

LES travailleurs de la S.C.P.C. (usine de plastique de Cournon - Puy-de-Dôme) sont actuellement dans leur huitième semaine de grève avec occupation des bureaux et des réfectoires. Leurs revendications : 0,80 F de l'heure à la place des primes, transports gratuits, treizième mois.

Le samedi 22 avril, les travailleurs avaient refusé le préalable patronal pour les négociations, pourtant accepté par les délégués, l'évacuation des locaux. Après quoi, une semaine se passe sans nouvelle du patron. Le vendredi 5 mai, le tribunal des référés doit se prononcer sur l'évacuation. Mais à l'appel du Comité de grève et de la C.F.D.T., environ 150 travailleurs et éudiants se retrouvent devant l'usine. Quelques camarades du Joint Français (encore en grève) sont là. Des délégués C.F.D.T. prennent la parole : le tribunal a pour cette fois « réservé » sa décision.

Depuis le début de la grève, l'attitude de la C.G.T. est pour le moins douteuse. Le syndicat de l'usine se tait. Quant à l'union locale, elle engage les négociations avec la direction, pardessus la tête du Comité de grève, ce qui évidemment déplaît fort aux grévistes. Mais le sans-gêne de la C.G.T. atteint son comble lorsqu'elle annonce que le préalable aux négociations de la direction (2 jours d'évacuation) est acceptable et qu'elle organise un vote à bulletin secret dans la cour de l'usine, le samedi matin sur ces propositions. Le Comité de grève appelle au boycott qui est largement suivi : 49 votants dont une seule gréviste et 48 jaunes ! La C.G.T. pouvait être fière ! Une bonne partie des syndiqués C.G.T. rejoint alors les grévistes ; plusieurs déchirent leur carte.

Pendant ce temps, la solidarité se développe. Le lundi soir, la manifestation est un succès. Sept cents personnes défilent dans les rues de Clermont aux cris de : **« S.C.P.C. Solidarité »** et **« Le patron ne paie pas, seul le combat paiera »**. D'autre part, les collectes se développent et s'organisent.

De nouveau, le mercredi 17 mai, les délégués C.F.D.T. passent devant le tribunal des référés. Cette fois, le tribunal prononce l'évacuation. Cependant, le jeudi matin, l'inspection du Travail, sur intervention du préfet, convoque le patron, les syndicats et le Comité de grève pour négocier sans préalable et suspend l'évacuation jusqu'à la fin des négociations. Le patron, amené quasiment de force, n'a rien à proposer que des miettes.

Malgré tout, un vote est organisé par la C.G.T. et la C.F.D.T., le 23 mai. On peut voir les cadres se démener, faire signer des pétitions aux non-grévistes. On voit même la direction mettre à la disposition du personnel un car pour aller voter. Tout cela en vain. Ces propositions sont repoussées par 106 abstentions, et 18 non, contre 45 oui. Les grévistes restent dans l'usine.

(Ph. L.O.)

Le lendemain, c'est de nouveau une manifestation en ville regroupant 500 personnes. Puis, le soir, un gala pour les grévistes. Dans le journal local, des sections syndicales ont exprimé leur solidarité avec la S.C.P.C. en grève.

Le lundi 29, l'huissier est venu ordonner l'évacuation dans les 48 heures. Mais ces intimidations n'ont pas mieux marché que les fois précédentes. Les travailleurs de la S.C.P.C. tiennent bon et ne sont pas prêts à lâcher.

Correspondant L.O.

KRÉMA-HOLLYWOOD (Montreuil) :

ENCORE UN ACCIDENT

VENDREDI 26, un accident assez grave s'est produit à l'atelier du Laminage (là où la pâte des chewing-gums est laminée et découpée). Au cours d'une opération de nettoyage, un travailleur s'est fait happer la main par une brosse de dépoussiérage (brosse placée entre les rouleaux du laminoir). Le camarade a heureusement pu arrêter la machine avant que celle-ci ne lui déchire tout le bras. L'intervention de deux mécaniciens a permis le dégagement rapide du camarade, pour cela ils ont dû couper l'arbre de la brosse avec les scies à métaux.

Bilan : une main peut-être cassée et l'avant-bras tout déchiré.

Ce n'est pas le premier accident de ce genre. Il y a environ un mois, au bâtiment Kréma, une opératrice se faisait déchiqueter le bras dans une machine à « papilloter » les bonbons. Ces deux accidents, comme tous ceux qui les ont précédés (et ils sont nombreux), ne sont pas dus, comme voudrait le faire croire la direction, à la « négligence » des camarades mais bien à son acharnement à nous faire produire en dépit des règles élémentaires de sécurité et au fait que, pour elle, la sécurité des ouvriers passe après ses profits. C'est ainsi que pour voir la direction se préoccuper un tant soit peu de la sécurité, il faut attendre... les accidents !

Le patron se comporte comme un assassin en puissance et c'est bien ainsi que nous le considérons : un exploiteur capable de nous assassiner pour conserver ses profits.

(Ph. L.O.)

Correspondant L.O.

EN CODE

(Ph. A.F.P.)

LES voitures jaunes des PTT l'affichent généreusement. Le code postal, cinq numéros pour que le courrier arrive, voilà la dernière innovation du ministère. Les deux premiers sont les numéros du département, les trois autres ceux du bureau distributeur.

Tant pis pour ceux qui ne s'y retrouveront pas dans ce casse-tête, paraît-il enfantin.

Mais que se cache-t-il derrière l'automatisation ?

Le petit livre qui vous sera distribué pour vous expliquer les nouveaux mystères des PTT ne vous racontera pas tout. Les machines qui seront mises en service ou qui fonctionnent déjà ne faciliteront aucunement le travail des préposés. Loin de réduire la durée du temps de travail et de faciliter le travail de chacun, la mécanisation a déjà commencé ses méfaits. Les auxiliaires sont chassés sans autre forme de procès. Les facteurs ont de plus en plus de travail. Les conditions de travail vont en se dégradant et les cadences vont devenir de plus en plus infernales. Du chômage pour les uns, une fatigue excessive pour les autres, du baratin pour les usagers, voilà le beau programme de Galley... mais qu'il se gardera bien d'exposer sous cette forme.

HOPITAL TENON (Paris 20e) :

Panne d'ascenseur

AU premier bâtiment, le monte-charge est récemment tombé en panne (une fois de plus).

La direction a mis deux jours avant de le remettre en état de marche car elle jugeait que cela impliquerait trop de frais vu l'âge du bâtiment qui doit être démoli. Pour les malades et le personnel, on ne fait de toute façon jamais de frais...

En conséquence, le personnel a dû se servir de l'ascenseur de Brocard se trouvant conjoint à Nélaton, mais à l'autre bout de la salle.

Non seulement on se bousculait pour avoir l'ascenseur mais, pour le personnel de Nélaton, il fallait traverser la salle avec le linge sale, les poubelles, les gamelles, etc. devant les yeux des malades.

Il est révoltant d'avoir à travailler dans ces conditions et à infliger aux malades la vue et l'odeur de tout cela.

A moins que l'A.P. appelle thérapeutique l'odeur des poubelles et humanisation la transformation des salles communes déjà peu accueillantes en dépotoir.

Correspondant L.O.

Clermont-Ferrand

UN MINISTRE ÉCRIT AUX TRAVAILLEURS...

C'EST avec une certaine surprise que les ouvriers d'Olier ont trouvé dans leur courrier une lettre de Giscard d'Estaing les informant que l'usine ne fermera pas.

Mais malgré cette subite sollicitude de notre argentier, aucun problème n'est réglé.

Depuis des mois, l'inquiétude grandissait par suite du manque de travail. De septembre à novembre 1971 ont eu lieu une cinquantaine de licenciements, dans les ateliers et les bureaux, licenciements camouflés sous forme de départ en retraite anticipée et d'expulsions des logements en cité.

Il faut dire que devant les protestations, les ouvriers ont pu rester en place jusqu'au printemps.

Mais ces mesures, ajoutées aux rumeurs propagées par la maîtrise, ont fait peser sur les six cents ouvriers un véritable climat de chantage. C'est ce que Giscard appelle « des semaines éprouvantes ».

Comme la C.G.T., seul syndicat représenté, n'a pratiquement assuré aucune information, bien que le secrétaire syndical fasse partie du Comité Central d'Entreprise, on a assisté à des mesures graves sans réaction particulière :

— fermeture de la Fonderie ;

— suppression des apprentis qui ont dû attendre plusieurs mois avant d'être mis dans des C.E.T., d'où un gros handicap pour ceux qui préparaient le C.A.P. ;

— changements d'horaires dans les équipes ;

— aggravation des conditions de travail : cadences et accidents graves.

A tout ce climat s'est ajoutée la menace de la destruction de l'usine : un terrain proche, occupé par les usines Bergougnan a été acheté par Centre Auvergne, société immobilière financée par Rothschild. Les immeubles de grand standing ne peuvent supporter une usine d'un autre âge...

Mais on approchait des élections et du référendum. Il y avait le risque de remous dans la population locale.

Aussi, les tractations pour maintenir l'usine au moins quelque temps se sont-elles développées.

Bien entendu, aucun travailleur n'a été informé des discussions qui décidaient de leur sort. Maire et préfet, patrons et secrétaire syndical, tous ont gardé jusqu'au bout le silence.

Mais si finalement, Giscard d'Estaing peut se vanter d'avoir fait accorder un prêt gouvernemental pour renflouer l'entreprise, les menaces subsistent :

« La réorganisation et la restructuration », cela veut dire compression du personnel et des postes, donc des menaces de licenciement.

Il fallait un certain culot au maire de Chamalières pour envoyer cette lettre pour « rassurer les hommes d'Olier ». Il est vrai qu'il est passé maître dans la musique...

Correspondant L.O.

LE MINISTRE DE L'ECONOMIE
ET DES FINANCES

Conseiller Général du Canton
de Rochefort-Montagne
Maire de Chamalières

Paris, le 15 mai 1972
93, rue de Rivoli (1er)

Cher Monsieur,

Je sais que vous venez de vivre des semaines éprouvantes en raison des incertitudes dans lesquelles vous vous trouviez concernant votre emploi, aussi suis-je heureux de vous indiquer qu'après de difficiles recherches, M. MAURY, animateur d'un groupe industriel français, rassemblant à la fois des fonderies et des fabrications mécaniques, vient, sous réserve d'homologation du Tribunal de Commerce de Limoges, de me donner son accord pour la reprise de la majorité du capital social des Etablissements OLIER après de délicates négociations à ce sujet avec les administrateurs judiciaires, les anciens actionnaires, les banques, les créanciers et mes services.

Fondamentalement, cette solution n'a pu prévaloir que grâce d'une part, à l'attitude responsable de l'ensemble du personnel : Cadres, E.T.A.M., ouvriers et de leurs représentants et, d'autre part, à un important prêt du Fonds de Développement Economique et Social de longue durée que j'ai décidé d'accorder.

L'aide ainsi apportée contribuera à financer une restructuration complète des installations et rendra possible une profonde réorganisation de la gestion avec maintien puis développement du nombre des emplois à Clermont-Ferrand.

Ainsi sera évité le dépôt du bilan qui aurait entraîné le licenciement de tous les salariés et la perte quasi-totale des comptes-épargne.

Conscient des problèmes que vous aurait posé la perte de votre situation pour vous-même et votre famille, je n'ignorais pas non plus les difficultés qu'aurait présenté la recherche d'un emploi similaire dans la région et notamment pour les plus anciens d'entre vous, pour qui l'épreuve aurait été encore plus rude.

Ce que je connais des hommes restant chez OLIER et de ceux qui y rentrent me fait bien augurer de l'avenir.

Je pense que ces précisions peuvent vous rassurer et répondent à vos préoccupations telles qu'elles m'ont été exposées par vos représentants syndicaux.

Croyez, cher Monsieur, à mes sentiments bien cordiaux

V. Giscard d'Estaing

V. GISCARD d'ESTAING.

LA JOURNÉE NATIONALE DE LA JEUNESSE

A l'appel de la C.G.T., trois à quatre cents jeunes, travailleurs et étudiants, se sont retrouvés samedi après-midi à la Maison du Peuple.

La « journée » devait commencer à 15 heures par un discours d'une secrétaire confédérale, discours sur les revendications générales de la jeunesse que peu écoutaient ; des ouvriers ne comprenaient pas la revendication à 1.000 F minimum alors qu'ils gagnent 1.100 ou 1.200 F... Puis la manifestation traditionnelle se déroulait autour de la place de Jaude sans ambiance et beaucoup moins marquante que les manifestations gauchistes sur le Vietnam, ou Overney. Les bonzes de la C.G.T. et du P.C.F., les « jeunes » permanents à la quarantaine bien sonnée passaient l'essentiel de leur temps à surveiller et à entourer les gauchistes qu'ils avaient repéré en train de discuter avec des ouvriers.

Devant les Galeries de Jaude, on vit Dechery, le secrétaire de l'U.D. C.G.T., déployer le maximum d'efforts pour empêcher le cortège de stationner : il y avait le Comité de soutien pour les grévistes de la S.C.P.C. à Cournon, qui en sont à leur septième semaine de grève avec occupation.

Les bureaucrates ne voulaient ni contact, ni solidarité financière pour une grève non orthodoxe qu'ils ne contrôlaient pas. Surpris, les jeunes continuèrent leur chemin, pas convaincus de cette façon de voir la solidarité.

L'ambiance n'y était décidément pas : presque personne ne se retrouvait pour le casse-croûte et le bal.

Ce qui n'empêcha pas les secrétaires locaux d'affirmer que ce fut une réussite, « plusieurs milliers de jeunes ayant répondu à l'appel de la C.G.T. ».

Correspondant L.O.

A Michelin, le P.C.F... n'est pas gonflé !

Dans **La voix des Bibs,** journal édité par la section Michelin du Parti Communiste Français, un des dirigeants locaux donne son « point de vue » sur les formes de luttes qu'il faut mener dans la situation actuelle pour vaincre le patronat, et d'où il ressort que le P.C.F. est résolument favorable aux grégrèves et tout aussi résolument contre les luttes d'ensemble.

Ainsi, au lieu de démontrer qu'il est possible de vaincre en étendant les mouvements, que les patrons sont gênés lorsqu'on touche à leur sacro-sainte production, que la solidarité ouvrière n'est pas que financière mais au contraire et surtout dans la lutte, etc., l'auteur préfère ne présenter que les difficultés et ressortir l'ancien slogan, lancé par le P.C. après guerre au moment où il aidait la bourgeoisie à reprendre en main l'économie : **« La grève, c'est l'arme des trusts ».**

Pour ne pas avoir à s'opposer ouvertement à l'extension des luttes, le P.C. préfère démoraliser et décourager à l'avance.

A se demander où était l'auteur en mai-juin 1968. Trop jeune sans doute ? Ou déjà contre les grèves...

Certains pensent aussi que pour faire céder une puissance comme Michelin, la grève illimitée est plus efficace et en mesure de porter à sa durée. Ce n'est pas notre opinion. Ce sont les patrons, soutenus par leur Pouvoir qui spéculent sur la misère et font durer les grèves : leur but est clair ; pour la misère, pour réduire les travailleurs à leur merci. Il y a la solidarité. La solidarité pour une petite boîte peut intervenir avec efficacité, mais lorsqu'il s'agit de 42.000 travailleurs des usines Michelin de France, c'est autre chose.

Prenons l'exemple d'une grève d'un mois. Pour que chacun touche 120.000 anciens francs, il faudrait que la solidarité s'élève à 5 milliards, 10.000 fois plus que la somme collectée chez Michelin pour le Joint Français. Significatif non...

POUR PAYER

lutte ouvrière

moins de 1 F le numéro et soutenir son effort.

Abonnement 1 an : 50 F.

ABONNE-TOI !

les travailleurs en lutte

RÉGIE RENAULT :

Avec le nouveau système de paie, les pointeaux en lutte contre la direction

A la Régie Renault les pointeaux, même depuis que le pointage est supprimé à l'usine, préparent les bordereaux qui permettent de faire la paie de chacun. C'est déjà en temps normal un travail difficile. Mais maintenant la direction vient d'introduire un nouveau système de lecture pour l'ordinateur qui modifie la feuille de paie et surtout complique le travail des pointeaux. A Billancourt ceux-ci sont mécontents et ils le prouvent.

Une nouvelle fois, jeudi dernier (25 mai) les pointeaux de l'usine ont débrayé de 9 h à 11 h. Près d'une centaine d'entre eux ont voulu être reçus par la direction du personnel. Mais M. Bobin ne voulait recevoir que les délégués. Il fut donc décidé d'aller à la Direction générale. Là les pointeaux purent se rendre compte que la direction n'avait pas la conscience tranquille car grilles, portes, rideau de fer, tout se fermait à leur arrivée. Comme forme de dialogue c'était plutôt fermé.

Les pointeaux de l'UFMB qui venaient d'être repoussés par MM. Cherond et Bobin ont pu constater qu'il s'agit bien d'une attitude systématique de la direction.

Alors les pointeaux sont allés dans de nombreux ateliers informer les travailleurs de leurs problèmes.

Quelles sont leurs revendications ?

1) Suppression du coefficient 149 et démarrage de leur grille de salaire au coefficient 185 ;

2) L'embauche de personnel pointeau car la charge de travail ne cesse d'augmenter.

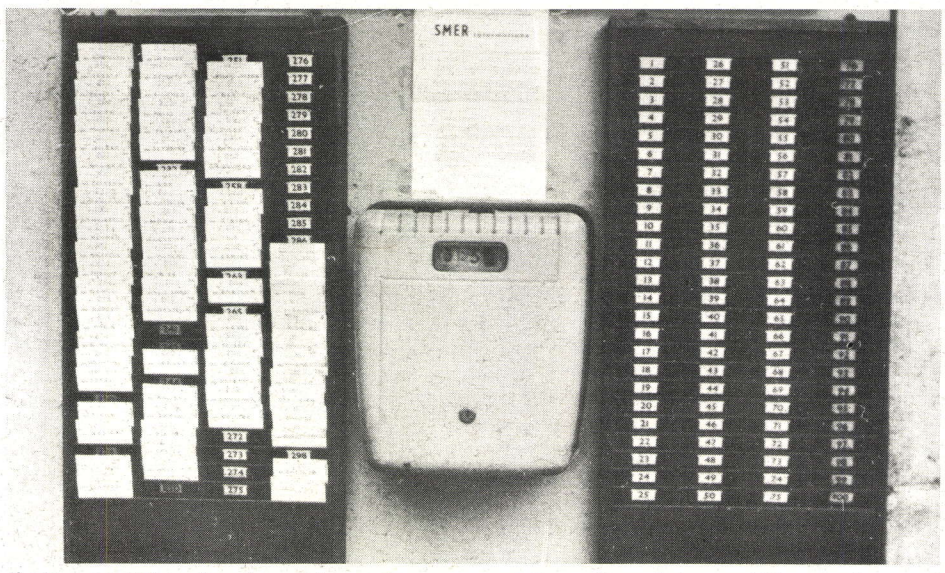
Mais surtout ce qui les met le plus en colère c'est qu'ils font leur travail dans des conditions très pénibles et qu'ils ont la hantise de l'erreur.

Les pointeaux ne sont pour rien dans les erreurs. La seule et unique responsable, C'EST LA DIRECTION. C'est elle qui multiplie les catégories, les taux, les primes de ceci ou de cela. Les pointeaux ont d'ailleurs décidé de ne plus faire d'heures supplémentaires et de rendre leur carte pour l'ordinateur avec une journée de retard pour éviter le maximum d'erreurs.

Les pointeaux et les travailleurs, exploités par le même patron, sont du même côté. La direction va devoir compter avec leur détermination.

Si l'action des pointeaux devait perturber la paie, les travailleurs ne s'y tromperaient pas. Ils savent que c'est la direction qui est responsable du conflit. Et que la direction sache dans ce cas que la colère des travailleurs ne se retournera pas contre les pointeaux mais bien contre elle.

Correspondant L.O.



Il n'y a peut-être plus de pointeuse de ce genre à Renault, mais les problèmes subsistent.

(Ph. L.O.)

FORD (Gennevilliers) :

CONTRE LES LICENCIEMENTS ARBITRAIRES

LA direction de Ford a décidé de fermer le dépôt de pièces détachées de Gennevilliers pour l'installer fin 1972 à Compiègne. Pour les travailleurs de Gennevilliers, cela signifie ou bien le licenciement ou bien aller travailler à Compiègne, loin de leur domicile, avec un salaire plus bas.

Pour éviter toute difficulté au moment de la fermeture, la direction cherche manifestement à nous écœurer pour que nous partions de nous-mêmes.

(Ph. L.O.)

C'est ainsi que, le 18 mai, un contremaître, sans doute par excès de zèle, a accusé deux de nos camarades d'avoir dérobé des pièces et les a amenés à la direction. Le directeur, usant de chantage, leur laissait le choix : ou bien ils donnaient leur démission, ou bien la police se mêlait de l'affaire.

Or, de l'avis même du contremaître, il n'y avait aucune preuve. Nos camarades ont refusé de signer quoi que ce soit. Devant leur détermination, la direction décidait de les licencier sans indemnité. Malgré les démarches des délégués, les licenciements furent confirmés par le chef du personnel le lendemain, sans que les délégués puissent obtenir de précisions quant aux modalités de licenciement.

Cette décision nous a indignés et c'est à une soixantaine que nous nous sommes retrouvés devant le bureau du chef du personnel avec nos deux camarades, bien décidés à obtenir la levée de cette mesure arbitraire. Devant notre colère, la direction fit machine arrière et remit immédiatement des indemnités à nos camarades.

Mais la direction ne s'en est pas tenue là. Le 24 mai, elle signifiait son licenciement à un camarade qui avait terminé sa période d'essai depuis trois jours, en lui refusant tout préavis malgré la loi. Notre camarade ayant refusé de signer, la direction s'est sans doute souvenue de ce qui s'était passé la semaine d'avant, et lui a accordé ses huit jours.

Dans l'après-midi, des bruits circulaient au sujet du licenciement d'intérimaires pour le soir-même (ils sont 75 au magasin pour 54 travailleurs fixes). Ceux-ci décidèrent d'aller demander des comptes à la direction avec les délégués. Bien entendu, devant la combativité des intérimaires, la direction prétendit n'être au courant de rien, et promit qu'il n'y aurait pas de licenciement ce jour-là.

Les camarades présents ont profité de l'occasion pour demander des comptes sur leurs conditions de travail et exprimer leur rancœur. A cette occasion, nous avons appris certains détails, et en particulier que la direction nous mettait à l'essai à notre insu et que, selon les propres termes du chef du personnel, la durée de l'essai ne nous regardait pas ! Egalement, en ce qui concerne les cadences, nous apprenions l'existence de normes sans qu'elles soient précisées pour autant. Quand on sait que le principal motif de licenciement chez Ford est le « rendement insuffisant », on voit que la direction se paie vraiment notre tête.

Pour le moment, la situation en est là. Mais les intérimaires sont bien décidés à ne pas se laisser faire et à imposer à Ford de les traiter comme tous les travailleurs. Si jusqu'à présent les travailleurs non intérimaires sont restés à l'écart de la lutte des intérimaires, les événements récents montrent bien que leurs problèmes sont les mêmes et il n'est pas dit que la direction de Ford puisse à l'avenir licencier qui elle veut quand elle veut !

Correspondant L.O.

bureaucrates syndicaux

PEUGEOT (Sochaux) :

Le règne des bureaucrates à la C.F.D.T.

NOUS avons relaté (L.O. **n° 195) comment deux militants connus pour leurs idées révolutionnaires avaient été exclus du syndicat C.F.D.T. de Sochaux.**

Cette exclusion n'est cependant qu'un épisode dans une longue série de mesures pour étouffer toute vie syndicale par un appareil préoccupé de son contrôle étroit sur le syndicat.

Ainsi, par exemple, le Conseil syndical a décidé de n'allouer à chacun des quatre secteurs de l'usine qu'une parution de deux cents tracts par mois, soit huit cents pour 35.000 ouvriers ! Encore faut-il que ces tracts de secteur passent par la commission de censure (pardon, de « propagande ») qui ne veut tolérer aucun article qui porte sur une question dépassant le cadre du secteur. Ainsi, il est interdit de parler des revendications générales de salaire, des mouvements de grève autres que ceux du secteur, etc. Ces mesures ont eu pour effet d'empêcher la parution d'une feuille de secteur hebdomadaire « La parole aux travailleurs » **et de décourager les syndiqués qui participaient à sa rédaction.**

Mais si le prétexte de cette scandaleuse restriction est le coût élevé des tracts, le Conseil syndical a parfaitement trouvé les moyens de diffuser une circulaire aux adhérents de six pages qui ne manque pas de saveur.

On y explique longuement, entre autres, les malheurs du secrétaire syndical et de sa lettre au journal Lutte Ouvrière **dont n'ont été publiées que vingt-quatre lignes sur cinq cents dans le numéro 179. Suit une dissertation sur l'entrisme de** Lutte Ouvrière **dans les syndicats appuyée par des textes de... la Ligue Communiste, et cela aboutit à la canonnade de la confédération :** « La confédération a pris nettement position sur les textes de **L.O.,** voici ce qu'elle dit : De tous ces textes (...) la position de la « Ligue Communiste » est claire : créer des fractions dans les syndicats (...). Cette attitude est intolérable... ».

Enfin, le syndiqué y apprend que la C.F.D.T. ne veut pas être « une organisation à cinq ou six tendances, ou fractions, ou courants, comme le trotskysme actuel », **qu'elle ne veut pas d'émiettement mais l'unité.**

En attendant, le courant majoritaire dans l'appareil, avec la bénédiction des membres du P.S.U., exerce son diktat. L'absence de liberté d'expression, l'atmosphère étouffante aggravée par les attaques personnelles colportées de bouche à oreille par les dirigeants du syndicat contre ceux qui ne sont pas « dans la ligne », émiettent bel et bien le syndicat.

Dans le secteur d'un militant exclu les démissions atteignent presque le tiers des syndiqués, dans celui de l'autre des dizaines de syndiqués ne veulent plus reprendre leurs timbres et les syndiqués actifs sont écœurés. Quoi qu'ils en disent, les bureaucrates de la C.F.D.T. sont bel et bien en train de démolir le syndicat.

Correspondant L.O.

livres

LE MOUVEMENT MAOISTE EN FRANCE

Ce livre est le premier tome d'un ouvrage qui doit en comprendre deux. Il couvre l'histoire du mouvement maoïste en France jusqu'à la veille de mai 1968.

Le titre permettait d'espérer un certain nombre d'informations intéressantes sur les origines du mouvement maoïste. Mais ceux qui chercheraient dans ce livre à se faire une idée claire et complète de ce que sont les « maos » seraient déçus. Il ne s'agit pas en effet d'une histoire mais d'un recueil de textes pris dans les journaux et les publications maoïstes, choisis en fonction de critères qui n'apparaissent pas clairement et dont la lecture à la file devient vite fastidieuse.

Patrick Kessel est maoïste (ou plutôt d'après lui « marxiste-léniniste »). De quelle tendance ? Il refuse de le dire, ce qui donne une impression assez gênante dans la mesure où il ne se fait pas scrupule de distribuer critiques et condamnations. D'après ce premier volume, il semblerait plutôt pencher vers le PCMLF.

Dans son introduction, il proclame de hautes ambitions : *« Non pas une histoire au sens universitaire du terme, ni non plus l'histoire « objective » du Mouvement marxiste-léniniste en France. Mais un recueil de textes éclairant les divergences ayant existé entre les différentes organisations et qui pèsent encore aujourd'hui sur le développement du marxisme-léninisme en France. »*

Mais l'ouvrage ne répond pas tellement à ce programme, sauf peut-être pour les initiés. Pour les autres, ils ne peuvent qu'être rebutés par les longues analyses sur les contradictions au sein du peuple, l'importance de la théorie et de la pratique, du centralisme et du spontanéisme... toutes caractérisées par une totale abstraction et une totale absence de références à tout exemple concret.

L'intérêt de l'ouvrage pour les non-adeptes de la pensée-mao-tsé-toung (en un seul mot pour parler comme Kessel) se limite à retrouver au hasard des textes un certain nombre de caractères qui sont encore aujourd'hui ceux du mouvement maoïste : le nationalisme (un des textes a pour titre : *« Conquérir l'Indépendance Nationale est devenu la Question Principale du Peuple Français ! »)* ou la naissance des tendances spontanéistes chez les étudiants maoïstes en 1967...

Ainsi l'ouvrage de P. Kessel ne peut donc pas satisfaire ceux qui voudraient savoir ce qu'est le mouvement maoïste. Son seul intérêt est de fournir certains éléments de documentation sur des analyses et des discussions que l'on retrouve encore aujourd'hui dans ce courant.

D. TALSAND.

Le mouvement « maoïste » en France, de Patrick Kessel (collection 10/18) - 10 F.

« Frente Libertario » nous informe qu'il organise un gala antifasciste au profit **« des camarades qui croupissent dans les prisons franquistes ». « La lutte »**, précise-t-il, **« entraîne des besoins et ceux-ci se font de plus en pressants au fur et à mesure que l'action ouvrière s'intensifie »**. C'est pourquoi nous invitons nos amis et lecteurs à se rendre nombreux au

GALA INTERNATIONAL ANTIFASCISTE

Organisé par le
CERCLE ARTISTIQUE ET CULTUREL GARCIA LORCA
avec la collaboration de « FRENTE LIBERTARIO »

SAMEDI 10 JUIN, à 20 h 30

AU PALAIS DE LA MUTUALITE

Avec la participation de :

PACO IBANEZ - COLETTE MAGNY - FRANÇOIS RABBATH - LUIS CILIA - LUIS MALDONADO

Prix d'entrée : 12 F.

TÉLÉVISION : SÉLECTION DE LA SEMAINE

(Ph. O.R.T.F.)

MERCREDI 7 JUIN

20 h 30 (2e chaîne) :

Les Dossiers de l'écran :

LES RAISINS DE LA COLERE

Film de John Ford.

Une famille de fermiers, chassée de ses terres durant la grande dépression des années 1930, traversera tout le territoire des USA pour tenter de se refaire une existence en Californie. En chemin elle connaîtra la misère, la faim, les milices patronales, les longues queues de chômeurs et la lutte des opprimés pour une vie meilleure.

« Les raisins de la colère » *est un des meilleurs films de John Ford. Le livre suit fidèlement le roman de John Steinbeck et tous les acteurs sont excellents (en particulier Henry Fonda). A ne pas manquer.*

VENDREDI 9 JUIN

20 h 30 (2e chaîne) :
LES ORGUEILLEUX
d'Yves Allégret
avec Michèle Morgan et Gérard Philippe.

Les admirateurs de Gérard Philippe le reverront avec plaisir dans un film qui est, malgré tout, loin d'être un de ses meilleurs.

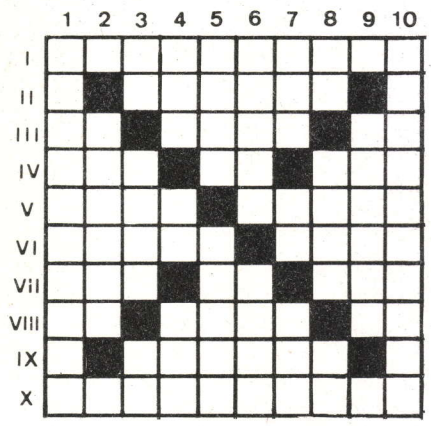
LUNDI 12 JUIN

22 h (2e chaîne) :
Alain Decaux raconte...
UN CERTAIN GARIBALDI

On parle trop peu souvent du grand révolutionnaire italien du XIXe siècle pour ne pas signaler une émission qui lui est consacrée, en se méfiant malgré tout un peu du portrait que pourra en tracer Alain Decaux.

HORIZONTALEMENT. — I. Accusées à tort. — II. Vit en Asie. — III. Article - Chef - Préfixe. — IV. Début d'émancipation - Mesure chinoise - Institut pour de belles académies. — V. D'or ou dore - Un pote à Gégène. — VI. Petites têtes - Montre la corde. — VII. Unité monétaire suédoise - Article importé - Dans la roulette. — VIII. Coutumes - Sélectionné. — IX. Fila. — X. Hautes près du pôle.

VERTICALEMENT. — 1. Fleuron de l'almanach Vermot. — 2. Au pluriel, elles sont toujours folles. — 3. Donné par le chef - Coûteuse quand elle danse - Se disait devant le pope. — 4. Vieille armée - Pour le dessinateur - Nouvel An vietnamien. — 5. Gourmandise d'ours - Enchâssé. — 6. Renversé : drôle de milieu - Attachât. — 7. Suffixe - Article contracté - Choisi. — 8. Fin de participe - Sorti - Hoc quand c'est OK. — 9. Introduit. — 10. Qui portent au sens.



FEUILLETON

VICKI BAUM "Le bois qui pleure"

(ÉDITIONS INTERPRESSE - COPYRIGHT HÉRITIERS VICKI BAUM)

NOTES AMERICAINES

Le livre de Vicki Baum que nous publions en feuilleton n'est pas à proprement parler un roman, mais une suite de nouvelles, centrée chacune autour d'un épisode de la culture, de l'exploitation et de l'industrialisation du caoutchouc. En effet, " Le bois qui pleure " **est le nom que les Indiens d'Amérique, bien avant que l'Amérique ait été découverte, avaient donné à l'arbre à caoutchouc.**

De la découverte des applications de la gomme de l'hévéa, au développement de l'industrie du pneumatique, Le bois qui pleure **brosse une vaste fresque d'un siècle d'histoire autour de ce personnage central : le caoutchouc.**

Les deux précédentes nouvelles, « L'Essai » **et** « Les six roues d'un camion », **se déroulaient en Allemagne nazie, et sur le front allemand d'Afrique du Nord, pendant la Deuxième Guerre mondiale où les chimistes, et les camions allemands, sont aux prises avec les problèmes du caoutchouc synthétique.**

Cette dernière nouvelle nous emmène dans les U.S.A. en guerre, en 1942. Randolph Warrens est accusé d'avoir empêché le développement du caoutchouc synthétique aux U.S.A. parce que son entreprise coopérait avec une société allemande, l'I.G. Farben.

« Alors, quand la guerre fut commencée, et que l'Angleterre en eut subi le premier choc, le Congrès demanda à notre marine si nous ne risquions pas d'être coupés de l'Extrême-Orient, et notre marine le demanda à la marine anglaise, et les deux marines s'accordèrent à dire qu'il n'y avait pas le moindre soupçon de risque qu'une telle éventualité se produisit, que Singapour ne tomberait jamais et que Pearl Harbor était un rempart invincible... Et nous voilà. Nous savons tous que les conclusions d'un collégien valent mieux que les prévisions d'un général, et que les pronostiqueurs du lundi matin gagnent plus aisément la partie que ceux qui l'ont engagée. Le seul conseil que je puisse vous donner est de ne pas écouter les projets fumeux, ni de vous attendre à des miracles, mais de réduire au minimum l'utilisation du caoutchouc et de gagner la guerre. J'ose dire que cette fois, nous apprenons notre leçon et que l'on ne nous y prendra plus... »

— Mr. Warrens, répondrez-vous à une autre question ? dit le sénateur Christians. Nous sommes ici pour tirer au clair les faits ambigus et suspects que l'étude des dossiers de l'Usa Oil a révélés, et j'en arrive à un point que mon esprit, dans sa simplicité, n'arrive pas à saisir : L'Usa Oil a envoyé un émissaire à La Haye, en Hollande, pour qu'il y rencontre un émissaire de l'I.G. Farben et qu'ils discutent ensemble les termes d'un arrangement — je tire ce renseignement du Document F 239 — en vue d'établir un « modus vivendi » entre les deux compagnies, pour la période de guerre, « que les Etats-Unis participent ou non à cette guerre ». Messieurs les sénateurs, messieurs du comité, j'attire votre attention sur le sens exact des mots qui figurent textuellement dans les dossiers de la compagnie : « un « modus vivendi » pour la période de guerre, que les Etats-Unis participent ou non à cette guerre », et le document ajoute, un peu tristement, que des relations couronnées de succès seront difficiles à maintenir pendant cette période. Des relations couronnées de succès, messieurs, non seulement avec une compagnie d'un pays ennemi, mais encore avec une compagnie qui est le principal atout d'Hitler dans cette guerre, l'arme la plus redoutable qui soit entre ses mains.

Il y eut une légère émotion dans la salle, et Warrens fit un gros effort de concentration. Il savait que ça devait arriver, et il avait discuté avec les juristes de sa compagnie de la réponse à donner, et l'avait soigneusement écrite. Malheureusement, sa mémoire et sa force de concentration l'abandonnèrent juste à cet instant critique. Il demeurait assis là comme un écolier qui savait sa leçon à la maison, mais l'avait oubliée sous le funeste regard de l'instituteur. Il regarda les notes qu'il avait disposées devant lui sur la table, mais ne trouva pas ce qu'il cherchait. Le froissement léger du papier rendait le silence plus profond encore.

— Cette rencontre dont Mr. le sénateur semble s'inquiéter tellement, dit-il enfin, eut lieu pendant la seconde semaine d'octobre 1939 ; c'était, si vous vous souvenez, peu de temps après le début de ce qu'on appelait la Sitzkrieg. Nous étions encore en paix avec l'Allemagne. Il est évident que nous ne voulions pas laisser nos affaires à l'étranger dans le désordre, nous avions des obligations à remplir, ainsi que l'I.G. Farben. Les grandes affaires sont basées sur un fond d'honnêteté réciproque, monsieur le sénateur, et l'on n'abandonne pas si facilement de telles relations, ni aussi rapidement. Malheureusement, quels que soient les sentiments des parties, la guerre n'abroge pas les contrats... elle ne fait que les suspendre. Vous pouvez me haïr pour cette raison et me considérer comme un traître, si vous le voulez, mais mon opinion est que ce pays aura besoin de nous... et d'eux aussi... après la guerre, quand les fils des affaires et du commerce international seront renoués.

Warrens reprit une cigarette. Je n'ai pas assez dormi la nuit dernière, se dit-il. J'aurais dû me coucher à dix heures, et bien me reposer pour me préparer à cette journée. Au lieu de ça, j'ai fait l'idiot à danser avec Sylvia, et à faire l'amour à cinq heures du soir, comme un Français.

— Mr. Warrens, dit le sénateur Christians, nous apprécions votre franchise. Il semble que vous considériez la guerre comme un phénomène transitoire, et les affaires comme une sorte d'entité permanente. La guerre sera terminée dans quelque deux ans, ne lui permettons pas de bousculer plus qu'il ne convient des relations commerciales profitables qui sont de longue haleine et faites pour durer. Pour vous, une guerre n'est qu'une histoire passagère, une courte interruption, tandis que les affaires sont une constante...

— Mr. le président, dit Warrens, j'espère que même les plus pessimistes d'entre nous ne croient pas que cette guerre est faite pour durer éternellement. Il est évident que la guerre n'est pas un phénomène permanent, pas plus que Hitler, ni aucun autre homme ou système en isme qui met le feu au monde pendant une période transitoire. Si je n'étais pas sûr que les affaires dussent continuer, à quoi me servirait-il d'être là et de me voir exposé à des procédures déplaisantes, voire même insultantes ? Mais, que ferait le gouvernement sans la grosse industrie et les affaires ? Vous avez besoin de nous et de notre institution diabolique, et mieux vaudrait ne pas l'oublier, monsieur le président. Il avait prononcé ces mots sur un ton de menace à peine voilée.

Christians releva ses cheveux et se jeta en avant comme un serpent prêt à l'attaque.

— Nous ne sommes pas ici pour discuter avec vous d'idées générales, Mr. Warrens, mais pour donner l'occasion d'expliquer quelques faits qui ne jettent pas une lueur très favorable sur votre compagnie. Nous en arrivons maintenant à vos étranges agissements au sujet des deux produits en question : le Buna-S et le Butanex. Vous avez tenté non seulement d'empêcher le marché ouvert du Buna, jusqu'à ce que les autorités judiciaires interviennent, mais encore vous avez offert votre procédé de fabrication du Butanex à l'I.G. Farben sur un plateau d'argent. Et dans le même temps, Mr. Warrens, vous essayiez d'empêcher notre Département de la Marine d'acquérir quelque connaissance que ce fût sur la fabrication de ces produits synthétiques. Pouvez-vous vous expliquer là-dessus, Mr. Warrens ?

— Permettez que je dise un mot, Mr. le président, dit rapidement le sénateur Nash en voyant que Warrens pâlissait de rage. Permettez-moi tout d'abord de définir ces deux produits, le Buna et le Butanex. Le Buna-S est une invention allemande, dont l'Usa Oil a acquis le brevet après accord avec l'I.G. Farben, et dont elle est propriétaire aux Etats-Unis. Le Butanex est une invention américaine dont l'I.G. Farben a acquis le brevet, suivant le même accord, et dont elle est propriétaire pour l'Europe. En dépit de tout le bruit qu'elle suscite, ici ou dans les journaux, je maintiens que cette affaire est assez correcte, et qu'en aucune façon nous n'en sommes les victimes, bien au contraire. Le Buna a été essayé et s'est révélé être une matière satisfaisante pour la fabrication des pneus, tandis que notre Butanex en est encore à la période expérimentale. D'autre part, tandis que nous sommes en mesure de fabriquer ici tout le Buna que nous voulons, les Allemands, du fait de leur manque d'huile, sont dans l'impossibilité de tirer un parti quelconque de leur brevet de Butanex. Est-ce exact, Mr. Warrens ? Maintenant, Mr. Warrens, si j'ai bien saisi, l'isobutylène d'où est tiré le Butanex est d'un prix abordable, et n'exige pas la construction d'immenses usines, n'étant jamais qu'un sous-produit du raffinage du pétrole brut. D'où le prix peu élevé du Butanex, environ sept ou onze cents la livre, qui est encore meilleur marché que le caoutchouc naturel que nous faisions venir d'Extrême-Orient. Le Butanex pourrait aussi être fabriqué beaucoup plus rapidement et n'exigerait pas de contingents importants de matières premières. Ce que le comité ne peut comprendre, c'est pourquoi vous n'avez pas envoyé l'I.G. Farben au diable, et pourquoi vous ne vous êtes pas contenté de mettre au point votre procédé, bien tranquillement ?

— La raison en est simple. Notre Butanex est meilleur marché que le Buna, mais aussi d'une qualité inférieure. Ce n'est qu'au cours des derniers six mois que nous avons réalisé des progrès considérables dans sa fabrication, et encore, il ne pourrait en aucun cas être utilisé dans l'Armée et la Marine. On ne peut pas conduire dessus à plus de quarante milles, ni dépasser un nombre de milles assez restreint, peut-être huit ou dix.

— Et vous proclamez que vous n'avez pas livré votre Butanex au marché parce que c'était là un produit de grand avenir, que vous vouliez garder pour votre compagnie, sur lequel vous vouliez plus tard avoir le contrôle absolu, vous et vos amis alle-

FEUILLETON

mands ? demanda sèchement Christians.

— Non, répondit Warrens avec lassitude. Nous ne voulions pas livrer un produit qui n'était satisfaisant en aucune manière, un produit qui vient à peine d'être soumis aux essais dans nos laboratoires. Le Butanex est une promesse, et il n'est rien d'autre pour le moment.

— Voyons, Warrens, dit le sénateur Mc Cormick, qui n'avait pas encore dit un mot de la journée. Nous savons tous quel problème se pose actuellement à nous en ce qui concerne les restrictions du caoutchouc à l'usage des civils. Vous nous dites que le Butanex ne peut servir à l'Armée, ni à la Marine. Mais les civils ? Ne seraient-ils pas très heureux de pouvoir conduire leurs voitures, fût-ce à quarante milles au maximum ? N'achèteraient-ils pas volontiers un jeu de pneus bon marché tous les dix mille milles, mettons cinq mille ? Pourquoi donc n'avons-nous pas un programme extensif de production de Butanex, uniquement à l'usage des civils ? Cela semble être une solution logique et simple à un de nos problèmes les plus épineux. Qu'est-ce qui nous empêche de réaliser un tel programme ?

— Vous me demandez ça à **moi**, monsieur le sénateur ? dit Warrens, quand McCormick se fut rassis, sûr de l'effet que produisaient ses interruptions peu fréquentes, mais judicieuses. Vous me demandez ça à **moi** ? répéta Warrens. Pourquoi ne le demandez-vous pas plutôt au gouvernement ? Ou au Congrès ? Ou à vous-même ? Ce n'est pas nous qui faisons le programme national du caoutchouc, nous ne faisons que fournir les matières brutes. Mais je peux vous affirmer une chose, monsieur le sénateur, si nous autres, industriels réalistes, avions à établir ce programme, il ne consisterait pas seulement en goulots de bouteilles. Les industries allemandes ont été subventionnées par leur gouvernement depuis 1934, et c'est pour cette raison qu'elles ont mis toutes choses au point à temps. Nous, nous avons effectué nos recherches avec notre argent, nous avons construit nos deux premières usines de Butanex avec notre argent, à nos risques et périls, je vous l'assure, Mr. le président, et non avec l'argent des contribuables. Mais nos possibilités sont limitées. Nous ne pouvons pas accumuler des billions de dollars de dettes comme le fait le gouvernement, sans le moindre scrupule.

— Votre grosse industrie veut réaliser des bénéfices, n'est-ce pas ? Et quand vous risquez de l'argent, vous espérez le récupérer un jour, grossi de ses intérêts, c'est bien ça ? hurla Christians, en pointant vers lui un doigt accusateur. Warrens se sentit un peu étourdi, comme si quelqu'un ébranlait les fondations du monde. Il dut reprendre son souffle.

— Mais, c'est l'évidence même, dit-il enfin, calmement. L'évidence, monsieur le président. C'est là le prince fondamental de n'importe quelle affaire. A moins que vous ne connaissiez un meilleur système ?

— Je ne voulais pas entrer dans le domaine des généralités, dit Christians, en modérant aussi son ton de voix. Mais je sais une chose dont je suis intimement convaincu : c'est que votre affiliation aux cartels allemands est à la base de notre pénurie actuelle de caoutchouc. Ces cartels internationaux nous ont rendus tributaires de l'étranger pour une grande partie de nos marchandises de première nécessité en empêchant leur fabrication dans notre pays. Vous voulez conserver des prix élevés, mais vous ne pouvez pas contrôler les prix si vous ne réduisez la production. La même chose s'est présentée dans nos rapports avec le Comité de Règlement du Caoutchouc qui est un autre cartel, monopolisant 97 % de la production mondiale du caoutchouc. En 1940, quand notre gouvernement essayait par tous les moyens d'accumuler des réserves de caoutchouc, il s'est trouvé coincé entre ce monopole du caoutchouc brut et celui du synthétique qui répugnait à produire. C'est pour nous une mince consolation de voir aujourd'hui les planteurs anglais et hollandais s'arracher les cheveux, et Mr. Warrens en mauvaise posture. Si le bateau coule, Mr. Warrens, vous et vos compagnies couleront avec nous. Quand il s'agira d'une question de vie ou de mort, peut-être ne vous préoccuperez-vous plus autant d'affaires et de bénéfice.

Christians s'assit, pâle et essoufflé ; il se versa mécaniquement un verre d'eau qui paraissait chaude et visqueuse comme de l'huile de ricin. Il y eut un murmure approbateur dans la salle et même des commencements d'applaudissements. Warrens sortit son mouchoir de sa poche et chercha un peu de rafraîchissement dans la fine batiste et le parfum de lavande anglaise. Il détestait profondément ces effets oratoires dont il s'était servi si souvent lui-même au cours de sa carrière. Il leva une longue main fatiguée, et ses ongles eurent la même arrogance froide que son visage.

— Je suis en état d'infériorité, monsieur le président. Vous caracolez sur un cheval blanc, comme un jeune et beau croisé brandissant un sabre et un fanion. Je ne suis qu'un simple homme d'affaires, dans une tenue des plus prosaïques. Mais si vous me permettez de dévisser mon peu romanesque stylo, et de jeter sur le papier quelques faits et quelques chiffres, je vous montrerai, noir sur blanc, combien d'argent ma compagnie a investi, et perdu, dans cette aventure du caoutchouc. Pour parler de bénéfices — jusqu'à maintenant, ma compagnie a mis à la disposition du gouvernement des brevets et des licences pour une valeur de trente millions de dollars, et cela sans recevoir, ni demander le moindre centime de compensation.

— Oui, mais seulement sous la contrainte d'une action en justice et d'un décret, cria Christians.

Warrens enchaîna :

— Le jour où nous avons commencé notre politique de la terre brûlée, et que nous avons détruit nos puits de pétrole à Sumatra et dans d'autres parties des Indes Orientales, nous avons perdu encore cinquante ou soixante millions sans sourciller. Si cela nous avait pris autant de temps qu'il en faut à Washington pour prendre une décision, les Japonais posséderaient tous ces biens à l'heure qu'il est. Je déduis de votre beau discours que vous méprisez les vils profiteurs de mon espèce, monsieur le président ; en ce qui me concerne, le spectacle de quelques sénateurs et hommes du New Deal s'accrochant à leurs places et à leurs traitements m'inspire des sentiments analogues.

Christians se préparait à une riposte venimeuse, mais le vieux Munger interrompit le cours des discussions d'une façon tout à fait inattendue :

— Il est plus d'une heure, dit-il. Nous avons faim. Il est inutile de discuter l'estomac vide. Je propose que nous allions manger un morceau et reprenions les débats à trois heures.

— L'audience est suspendue, dit Christians. Warrens ramassa ses papiers, s'épongea le front et sortit, avec une sensation de froid et de malaise dans le dos.

Hoyt était fatigué, il avait faim et il devait téléphoner une fois de plus à Effie, et il redoutait ce téléphone ; il craignait aussi la bataille sauvage qu'il lui faudrait livrer pour obtenir un sandwich, à cette heure, dans le moindre restaurant, tea-room ou cafeteria de la ville. A la vue d'un taxi libre, il fut traversé par un éclair de témérité.

— Le Mayflower, dit-il au chauffeur. Il se laissa couler sur le siège du fond et ferma les yeux un instant. Il pensait : je téléphonerai à Effie lorsque j'y serai. Quoique la salle à manger du Mayflower fût pleine à craquer, il y régnait un silence discret, poli et agréable.

— Table réservée, monsieur ? s'enquit le maître d'hôtel.

— Non, mais...

— Je regrette, monsieur, toutes les tables sont occupées. Mais Hoyt voulait s'asseoir, il voulait manger, et il sortait d'une désagréable conversation avec Effie, bien résolu à se comporter comme un homme.

— Bien... dit-il en laissant là le maître d'hôtel. Je dois rencontrer un ami... et il se dirigea vers une table où il venait d'apercevoir Randolph Warrens, seul, qui roulait des boulettes de pain d'un air pensif.

— J'espère que je ne vous dérange pas si je m'asseois en face de vous, dit-il, en tirant une chaise. Washington est une véritable place de camping, ne trouvez-vous pas ?

Warrens leva les yeux de son poulet créole.

— Ah ! c'est vous, dit-il, nous nous sommes rencontrés ce matin, je crois ?

— Exactement, dit Hoyt en s'asseyant. Warrens se résigna à supporter cette indésirable compagnie.

— Chaud, dit Hoyt.

— Assez.

— Eh bien ! comment vous en êtes-vous tiré ce matin ? dit Hoyt, flottant sur la crête d'une vague d'assurance démesurée.

— Merci, dit Warrens. Et vous ?

— C'est un véritable scandale, la façon dont le gouvernement traite le contribuable. Le plus idiot de mes employés en sait davantage sur le caoutchouc que tous leurs experts réunis. Et qui doit en supporter les conséquences ? Qui doit régler la note ? Nous, les hommes d'affaires, spectateurs innocents. N'ai-je pas raison, monsieur Warrens ? s'écria Hoyt dans une explosion soudaine d'indignation rentrée. Warrens, agacé d'être sur le même bateau que ce petit fabricant de tétines de bébés, se contenta d'acquiescer d'un signe de tête distrait, considérant avec impatience la lenteur avec laquelle cet homme était servi et mangeait.

(à suivre)

cinéma

ABATTOIR V

George Roy Hill

Abattoir V, qui vient de sortir sur les écrans après avoir remporté le Prix du jury au festival de Cannes, entreprend une œuvre difficile. Il s'agit de suivre les zigzags mentaux d'un homme qui, comme c'est souvent le cas, a été traumatisé à vie par la guerre. Cet Américain, prisonnier à Dresde durant le bombardement allié qui y fit 130.000 morts en février 1945, ne peut rayer de sa mémoire les horreurs qu'il a vécues. Chaque épisode de sa confortable vie d'Américain produit dans son esprit un déclic, et le ramène à une de ces scènes d'horreur.

Cette évocation de la guerre est prenante et sans pitié. Telle que l'a vue le héros, ce n'est nullement un épisode glorieux, mais la succession des pires abominations, le spectacle permanent de la déchéance humaine, des destructions, des incendies, des massacres. C'est un jeu absurde et sanglant auquel sont livrés des gosses de 20 ans et moins, tels le héros du film, ou ces soldats aux visages enfantins qui apparaissent sous les casques allemands.

Il est seulement dommage que le metteur en scène ne s'en tienne pas à cette description terrible qui est à elle seule une dénonciation accablante de la guerre, et vaut tous les plaidoyers antimilitaristes. En fait, plus qu'à cette dénonciation, George Roy Hill s'intéresse aux fantasmes qui trottent dans la tête du héros. Et il nous inflige de devoir le suivre, non seulement dans son passé de soldat, mais sur la planète imaginaire — Trafalmadore — où il passe désormais la majeure partie de son temps, en compagnie d'une belle fille dénudée, tout droit sortie de quelque magazine « masculin ».

De tout cela ressort une affligeante morale selon laquelle il vaut mieux après tout arriver à oublier toutes ces horreurs, pour trouver son bonheur comme on peut, dans son imagination si besoin est. Aussi les voyages du héros sur Trafalmadore ne sont-ils pas seulement pénibles : il est gênant, et même inconvenant, de devoir se pencher sur les fantasmes de cet ancien soldat devenu homme nanti, après avoir assisté pendant le reste du film aux scènes terribles d'une guerre qui engloutit sans frémir des morceaux entiers d'humanité.

André FRYS.

LES VISITEURS

Elia Kazan

IL s'agit aussi d'un film sur la guerre ou plus exactement sur la violence. La guerre en question est celle du Vietnam ; mais ici nulle image bouleversante de villages incendiés, de gosses mutilés, de massacres et d'horreur. Tout se passe aux Etats-Unis dans un chalet de l'Est, au milieu d'un très beau paysage de neige. Un homme y vit avec sa compagne et leur bébé. Il y a deux ans qu'il est revenu du Vietnam, mais il ne veut toujours pas en parler. Et puis, au matin, arrivent deux visiteurs. Ce sont de jeunes garçons, des camarades de l'armée, ils viennent d'être démobilisés, libérés serait le terme plus juste car ils ont purgé deux ans de prison pour avoir violé et tué une jeune Vietnamienne. Et le « copain » auquel ils rendent visite est celui-là-même qui les a dénoncés en cour martiale.

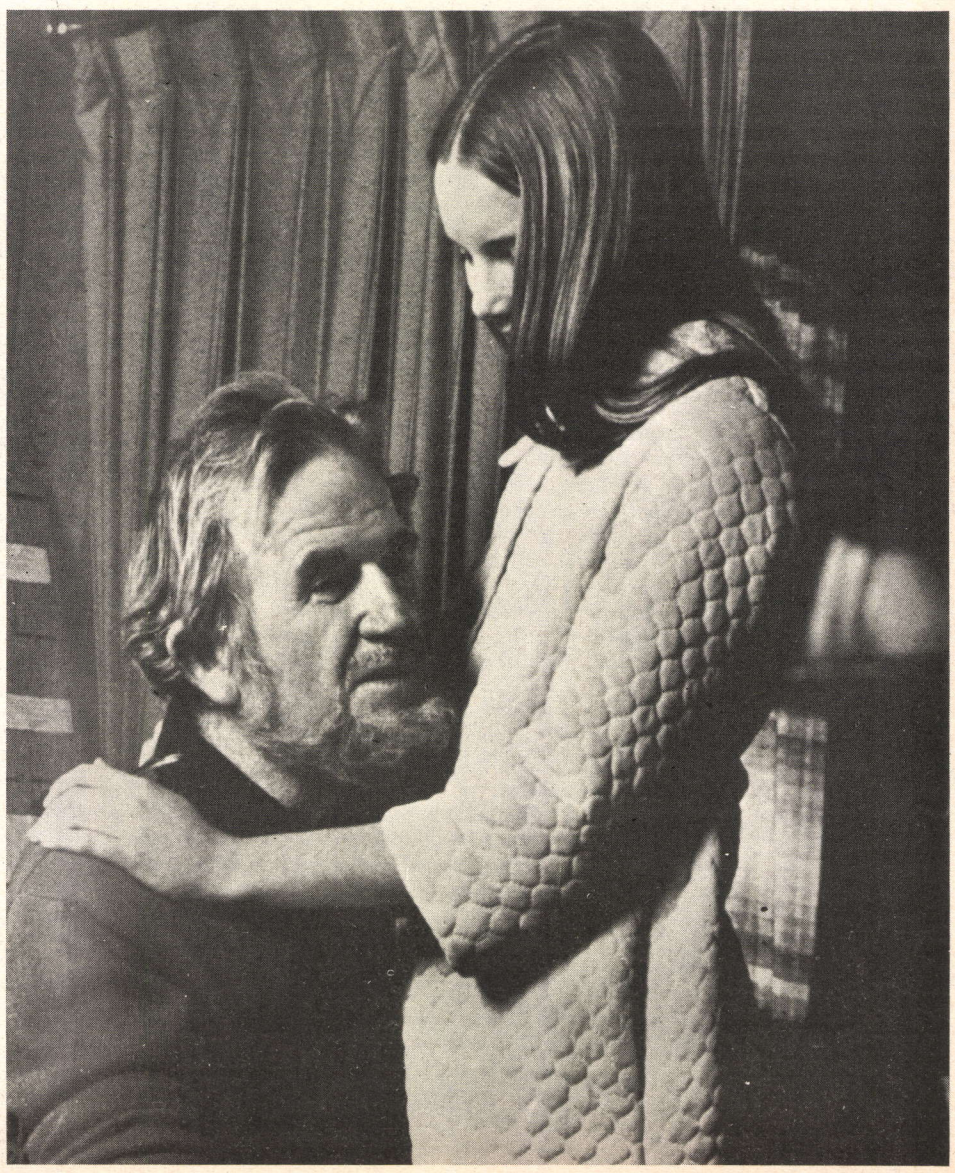
Voilà l'idée de départ. Sur ce thème, Elia Kazan a réalisé un film dur, pessimiste et passionnant. Il a choisi volontairement des personnages représentatifs de la société américaine, de ses courants d'opinion face à la guerre et à la violence. Le film a, paraît-il, été boudé aux U.S.A. et par les pacifistes et par les faucons. Et c'est vrai que la ligne de partage entre les bons et les méchants ne passe pas par le clivage entre adversaires et partisans de la guerre du Vietnam. Et c'est vrai que ces héros sont tous également malheureux, contradictoires, troubles, c'est d'ailleurs ce qui les rend si vivants et si réels. Mais le sujet du film est moins la guerre du Vietnam et sa dénonciation, que la philosophie personnelle de Kazan sur la violence et la société.

Pour Kazan, à l'évidence, la guerre du Vietnam n'est pas une guerre exceptionnelle, une sorte de monstruosité que les U.S.A. pourraient liquider du jour au lendemain, pour redevenir un pays sain, avec une jeunesse saine. Kazan est vraisemblablement contre cette guerre, mais il pense aussi qu'on ne peut rien faire contre. En effet, cette guerre est, pour lui, liée à la violence contenue dans la société américaine et même plus simplement dans la nature humaine. Et il nous montre la fascination, l'enthousiasme, voire le trouble que suscite la violence même chez ceux qui s'en défendent ou ne sont pas conscients de son emprise.

Il nous montre aussi la cruauté stérile, les ravages de cette violence et le vide final qui unit dans l'amertume et le désespoir les victimes et les vainqueurs. Kazan est un auteur pessimiste, il pense comme il le fait dire à un de ses personnages qu' « il faut être cinglé pour vouloir changer les règles du jeu ».

C'est son point de vue. Ce n'est évidemment pas le nôtre. Mais le film de Kazan est intéressant peut-être précisément à cause de ce pessimisme raisonné qui prend une valeur significative. Cette philosophie désespérée traduit, à sa façon, l'impasse de toute une société et pas de n'importe quelle société, de la société américaine, celle du plus grand impérialisme de la terre, où la violence est une arme de domination. Que les hommes formés par cette société soient malades dans leur esprit comme les personnages de Kazan, ou simplement désespérés comme Kazan lui-même, ne fait que confirmer cette affirmation qu'un peuple ne peut être libre s'il en opprime un autre, qu'il ne peut être sain s'il en assassine d'autres. La violence que dénonce Kazan et devant laquelle il s'incline, résigné, c'est la violence oppressive dominatrice de l'impérialisme, ce n'est pas la violence libératrice des opprimés qui luttent et meurent pour un autre destin.

Colette BERNARD



BELFORT :

LA VILLE S'ÉMEUT DU SADISME POLICIER

LE vendredi 26 mai les lycéens et les lycéennes de Belfort apprenaient avec stupeur qu'un jeune lycéen de 15 ans et demi, convoqué trois jours avant au commissariat central, en était ressorti assez mal en point. Dans le témoignage que ce jeune portait à la connaissance de la population, on apprenait qu'il avait été frappé sur les pieds avec une règle en fer, dans le dos avec un tuyau d'arrosage et que les deux policiers qui « s'occupaient » de lui ne lui avaient ménagé ni les coups ni les menaces.

Quel crime pouvaient bien reprocher les policiers à ce jeune homme ? Tout simplement de défendre les idées socialistes et de vouloir les mettre en pratique.

Après la diffusion du témoignage, la nouvelle s'est répandue dans la ville comme une traînée de poudre, l'indignation succédant à la surprise.

Mais c'est surtout dans les lycées que la colère a été la plus grande. Dès lundi 29 mai, les élèves du lycée de garçons de Belfort se mettaient en grève, organisaient des assemblées regroupant 100 à 200 personnes. Ils décidèrent ce jour-là d'élire un Comité de soutien à leur camarade.

Et mercredi 31 mai, ce sont les élèves du lycée technique d'Etat qui se mettaient en grève, suivis immédiatement par ceux du C.E.T. Pendant toute la journée, des forums permanents ont eu lieu. Devant un mouvement regroupant plus de la moitié des élèves, et ceci dans un établissement où n'existe encore aucune tradition de lutte, l'Administration a laissé faire.

Au lycée de jeunes filles enfin, la directrice ayant bouclé les portes, c'est en passant par-dessus les grilles que quelques lycéennes purent rejoindre les lycéens.

Devant cette mobilisation inattendue, les proviseurs des lycées et l'inspecteur d'académie font connaître la version des faits telle que l'a donnée le procureur de la République : l'élève en question n'a pas été maltraité au commissariat. Evidemment, il s'agit de la version officielle, une parmi bien d'autres encore qui circulent un peu partout. Pour les lycéens, les explications du genre **« chute dans l'escalier »** ne sont pas nouvelles. Pas nouveaux non plus cet « événement ». Il y a deux mois, les pompiers emmenaient directement du commissariat à l'hôpital un colleur d'affiches de « Charlie Hebdo ». Il y a un mois, un travailleur immigré blessé se faisait frapper à l'hôpital devant témoins par un agent de police. C'est pour que de tels faits ne se reproduisent plus à Belfort que les jeunes ont montré leur colère et leur indignation.

De leur côté, des organisations politiques et syndicales parmi lesquelles l'U.D.-C.F.D.T., le Parti Socialiste, le P.S.U., Lutte Ouvrière, l'O.C.I., la Ligue des Droits de l'Homme et des syndicats d'enseignants se sont réunis. Leur première action a été de demander l'ouverture rapide d'une enquête et la publication de ses conclusions à la connaissance de l'opinion publique.

Voilà où nous en sommes à l'heure où nous écrivons. La protestation ne s'est pas arrêtée, et les lycéens ne sont pas décidés à laisser tomber leur camarade.

Correspondant L.O.

Encore et toujours le hasard...

QUE les gens ne soient même pas en sécurité chez eux, cela devient une évidence. A Belfort, c'est ce que beaucoup pensent.

Le 18 janvier 1972, un incendie se déclarait dans un immeuble du début du siècle. Cinq morts : des ouvriers de l'Alsthom, de chez Bull et deux retraités. Le tribunal, « après enquête», n'inculpe personne. Pourtant tout le monde sait qu'une trentaine de personnes vivaient là, entassées. Le dernier étage était en planches.

Malheureusement, la même tragédie s'est produite dimanche 27 mai dans un vieil immeuble de l'Alsthom. L'incendie cette fois encore a fait deux morts. Le feu a pris dans les combles et deux personnes n'ont pu en réchapper.

Bien sûr, Schreck, directeur de l'Alsthom, Bailly, maire et ministre UDR, et le préfet sont venus se pavaner sur les lieux, pour la photo. Mais il semble bien que le dernier étage de l'immeuble ait servi de mèche. Le feu a pris comme dans un tas de paille. Et pourtant l'Alsthom y logeait des travailleurs, en toute quiétude... pour elle.

Comme le disait un témoin: « Cela devient une sinistre habitude ».

Là encore, les pouvoirs «publics» ne trouveront pas les vrais responsables. Ou alors, ils inculperont celui qui sera soupçonné d'avoir jeté un mégot par terre ou d'avoir allumé un camping-gaz.

Correspondant L.O.

PROGIL PONT-DE-CLAIX (Isère) :

Deuxième débrayage

LES 13 et 14 mai, les travailleurs 4 × 8 de Pont-de-Claix avaient déjà débrayé pour protester contre le licenciement abusif d'un de leurs camarades (voir L.O. **n° 196).**

Or une grève devait avoir lieu le jeudi 18 mai pour appuyer la revendication d'une harmonisation des salaires entre Progil et Péchiney Saint-Gobain au plus haut niveau, ceci après la fusion des deux trusts.

Cette grève, qui démarra en fait le mercredi soir à 20 h pour l'équipe de nuit, fut bien suivie jusqu'au vendredi matin 4 h. La participation de ceux qui travaillent en normale fut un peu plus faible que celle des postés, mais 70 à 80 % du personnel firent grève.

Pourtant la C.G.C., qui s'était prudemment tenue sur la réserve pour la grève des 13 et 14 mai, avait cette fois diffusé un tract à tout le personnel où elle refusait de s'associer à la grève sous prétexte qu' « un mouvement... ne peut que provoquer le blocage ou le durcissement » **dans les discussions paritaires sur l'harmonisation des salaires.**

Or, la suite l'a prouvé, la grande majorité des grévistes ont suivi ce mouvement surtout parce que leur camarade licencié n'était pas réintégré.

Mercredi soir à 20 h un piquet est mis aux deux portes nord et sud. Jeudi à 4 h, pour l'équipe du matin, même chose. De 6 h à 7 h, à l'entrée des entreprises extérieures (500 personnes), tous se demandaient ce qu'allaient décider ces travailleurs, immigrés pour la plupart, et que les travailleurs de Progil ont souvent « laissé tomber » il faut bien le dire, quand eux-mêmes étaient en lutte contre leurs patrons respectifs.

En fait il n'y eut aucun problème. Après une simple discussion, nombreux sont ceux qui tout simplement rebroussent chemin. A l'entrée nord, on peut même dire que la moitié du piquet qui fut alors constitué était composé de travailleurs de l'entreprise Boccard !

A partir de là l'entrée nord est complètement bloquée par un piquet très serré, ce qui a pour effet d'empêcher les cadres de rentrer et ce qui semble beaucoup gêner deux responsables C.G.T. de l'usine qui finalement, au bout d'une heure, arrivent à faire rentrer des non-grévistes. Des gars en colère les huent et disent que la prochaine fois il faudra apporter des chaînes pour bloquer les portes.

A l'entrée sud un piquet est aussi formé, mais beaucoup moins serré. Une cinquantaine de personnes rentreront néanmoins.

A l'entrée nord, comme pendant une heure, personne n'a pu entrer dans l'usine, la direction fit ouvrir par les gardes toutes les grilles. Il devenait alors difficile de bloquer l'entrée sur tant de place, dans la mesure où on n'osait pas empêcher les gardes de suivre les ordres de la direction.

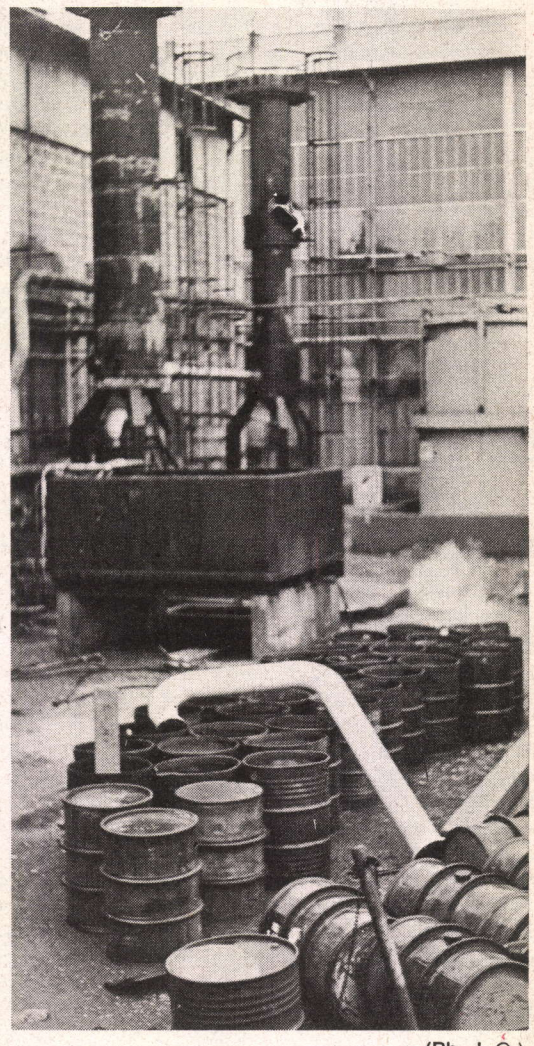
Mais cette manœuvre patronale n'eut pas grand succès. Les gardes disaient bien « rentrez, rentrez », ils n'eurent pas beaucoup d'écho chez les présents, alors que tout ceci se passait devant les chefs du personnel et un huissier présents dans le poste de garde.

A midi un tract intersyndical fut rédigé et des membres des piquets le distribuèrent dans Pont-de-Claix pour dénoncer la direction qui se permettait de priver un travailleur de son gagne-pain.

Après la grève la direction a contre-attaqué. Une intérimaire de chez Bis fut proprement remerciée pour avoir affiché un tract syndical dans son service. Un autre travailleur d'une entreprise extérieure (Rhône-Alpes) a été licencié pour avoir refusé d'être un jaune comme le lui demandait son chef. De nombreux grévistes ont aussi subi des « pressions » individuelles.

Et la riposte se prépare.

Correspondant L.O.



(Ph. L.O.)